

Annex 2: Programme scoring and key data

QIS scoring

Scoring methodology

For the scoring of the (intermediate) outcomes, generic qualitative information system (QIS) ladders have been drafted. For each Pathway of Change (PoCs), ladder are developed for each sub-indicator. The colour and score is determined by a participatory assessment of the programme stakeholders of the QIS indicator. Crucial are the narratives for each ladder that provide the explanation (which sub-sector, which actors, sub-systems) and justification of the score. The first scoring is done immediately after the programme Theory of Change is defined and this will be the baseline score.

Score range	Colour
88-100%	Green
63-87%	Yellow-Green
38-62%	Yellow
13-37%	Orange
0-12%	Red

Building block scoring

The intermediate outcome "strong WASH building blocks" is measured by formulating for each building block four to six statements, which sector stakeholders will score in a participatory way with a short narrative and where possible and relevant providing the source of information.

4.26-5.0	Green
3.5-4.25	Yellow-Green
2.6-3.4	Yellow
1.76-2.5	Orange
1.0-1.75	Red

National QIS Scoring		Burkina Faso					
Country	Subsector	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative
Burkina Faso	Water	IN1: Political and Financial commitment	75	75	75	83	Les plus hautes instances nationales manifestent la volonté politique et la traduisent en programmes alignés sur l'ODD6. Elles font des efforts de mobilisation des fonds, même si ils ne sont pas focalisés sur les priorités du secteur (p.ex: PMH). Les rôles sont bien distribués. L'ONEA intervient dans le milieu rural et les DREA interviennent dans le milieu rural. Cependant, l'Etat joue mal son rôle. Le leadership de l'Etat reste faible et insatisfaisant. Les conditions nécessaires pour la pleine contribution du secteur privé restent à remplir. La société civile joue timidement son rôle. Les bailleurs classiques font de leur mieux mais suivent le rythme du gouvernement.
		IN2: Strength Partnership	78	78	83	92	
		IN4: Strength Service Delivery Models	58	58	65	69	Existence d'un contrat-plan entre l'ONEA et l'Etat pour le milieu urbain. En milieu rural, la gestion des PMH est déléguée aux AUE et la gestion des AEPS et des PEA est déléguée à un opérateur sous contrat d'affermage. Mais en milieu rural, les modèles convenus ne sont pas appliqués par l'ensemble des communes. Il existe toujours des ouvrages sans modèle de gestion. Il existe un plan de développement des RH du ministère et de l'ONEA. Il existe une feuille de route AMOC précisant les besoins des communes. ONEA finance lui-même certaines de ses formations; le MEA mobilise des fonds extérieurs pour des formations au profit de lui-même mais aussi des autres acteurs (communes, AUE, maçons, etc.); les autres partenaires financent aussi certaines formations.
		IN5: Strength capacities	47	47	50	67	
		IN5: Strength capacities					
	Sanitation	IN1: Political and Financial commitment			75	67	Les plus hautes instances nationales manifestent la volonté politique et la traduisent en programmes alignés sur l'ODD6. Elles font des efforts de mobilisation des fonds, même si ils n'engagent pas leurs propres ressources et même si ces financements ne sont pas focalisés sur les priorités du secteur.
		IN2: Strength Partnership			83	83	Il existe une politique nationale en matière d'assainissement alignée sur l'ODD 6 et les partenaires du secteur (PTF et ONG) du WASH mènent leurs interventions en fonction de cette politique. Tous adhèrent au mécanisme d'opérationnalisation du partenariat. Les rôles sont bien distribués, cependant, l'Etat joue mal son rôle. Le leadership de l'Etat reste faible et insatisfaisant. La société civile joue timidement son rôle en matière de plaidoyer sur l'assainissement.
		IN4: Strength Service Delivery Models			58	58	Deux modèles de service d'assainissement sont en vigueur au BFA. Ce sont: l'assainissement non collectif (autonome) et l'assainissement collectif. Les acteurs sont conscients de la nécessité d'harmoniser les interventions avec les autres secteurs mais aucune formalisation intersectorielle n'existe. L'assainissement collectif est structuré et géré par l'ONEA. Par contre, l'ANC n'est pas encore opérationnel en terme de mise en œuvre.
		IN5: Strength capacities			50	67	Il existe un plan de développement des RH du ministère et de l'ONEA. Il existe une feuille de route AMOC précisant les besoins des communes. ONEA finance lui-même certaines de ses formations; le MEA mobilise des fonds extérieurs pour des formations au profit de lui-même mais aussi des autres acteurs (communes, AUE, maçons, etc.); les autres partenaires financent aussi certaines formations.
		IN5: Strength capacities					
Hygiene	IN1: Political and Financial commitment	IN1: Political and Financial commitment			70	29	En matière d'hygiène, c'est le code de l'hygiène publique qui est le document de référence. Cependant, c'est un texte réglementaire et pas un document de planification. Les éléments de l'ODD6 en matière d'hygiène n'y sont pas mentionnés. Ils sont cependant mentionnés en partie dans le programme national relatif à l'assainissement (PN-AEUE). La Covid19 a renforcé la prise de conscience des autorités sur l'importance du lavage des mains pour la santé. Mais il n'existe pas de plan stratégique national spécifique à l'hygiène, aligné sur les ODD. Les autorités du MEA n'ont pas prévu d'élaborer une stratégie nationale spécifique à l'hygiène.
		IN2: Strength Partnership			58	30	Les ONG, les PTF font la promotion de l'hygiène en ordre dispersé, car il n'y a pas de politique nationale en matière d'hygiène. Il existe cependant des outils normalisés (ex. les kits d'hygiène). En matière d'hygiène. Les rôles ne sont pas clairement définis et délimités. Depuis l'épidémie de Covid19, les partenaires sont conscients de la nécessité de répartir les rôles, sans pour autant les avoir identifiés.
		IN4: Strength Service Delivery Models			42	29	Les questions d'hygiène sont analysées et prises dans les politiques et stratégies mais il n'y a pas de modèle de gestion de l'hygiène dans les messages. Les acteurs sont conscients de la nécessité d'avoir des modèles harmonisés mais les modèles ne sont pas encore définis.
		IN5: Strength capacities			50	37	Avec le covid19, des évaluations sont en cours / ont été menées sur le territoire national pour adapter un plan de réponse relatif au changement des comportements en matière d'hygiène. Cependant, le plan Hygiène de lutte contre le covid19 ne fait pas encore l'objet d'un plan à long terme et durable pour le lavage des mains.
		IN5: Strength capacities					
	WASH in extra-hh settings	IN1: Political and Financial commitment			77	58	Dans le rapport de performances du secteur, les indicateurs en lien avec le taux d'équipements des écoles et des centres de santé sont suivis. Les autorités du MEA ont conscience des besoins en matière d'eau potable dans les institutions et mènent des actions dans ce sens. Des défis restent à relever en matière de réalisation et d'entretien des latrines dans les écoles et les centres de santé.
		IN2: Strength Partnership			50	42	Les programmes nationaux d'AEPHA sont alignés sur les ODD pour ce qui concerne les écoles et les centres de santé. Certains acteurs font la promotion du renforcement des systèmes WASH dans les institutions. Les parties-prenantes sont conscientes de la nécessité d'avoir un mécanisme interministériel d'opérationnalisation du WASH dans les écoles et les centres de santé, mais les rencontres de négociation n'ont pas abouti à l'élaboration d'un mécanisme d'opérationnalisation commun. Cependant, le leadership de du ministère de l'eau reste faible et insatisfaisant.
		IN4: Strength Service Delivery Models			33	29	Pour le moment, les structures concernées s'organisent pour gérer les services d'AEPHA et les acteurs des secteurs de santé et éducation sont conscients de la nécessité d'avoir des modèles de prestation de services harmonisés mais aucun modèle de prestation de service n'existe. Les politiques en matière d'éducation, de santé et d'AEPHA prennent en compte et analysent la question des modèles de gestion des services. Des approches de gestion sont développées par chaque structure.
		IN5: Strength capacities			43	20	On estime que les acteurs sont parfois (pour certains) conscients des difficultés de gestion du système dans les écoles et les centres de santé mais il n'y a pas d'évaluation nationale des capacités à ce niveau qui soit conjointe entre les 3 ministères et secteurs. Plusieurs tentatives de rapprochement / actions interministérielles pour le WASH dans les écoles et les centres de santé ont été menées mais aucun plan n'a été décidé pour le renforcement conjoint des capacités. Certains acteurs sont conscients mais pas tous.
		IN5: Strength capacities					

District QIS Scoring		Burkina Faso		Banfora			
Country	Location	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative
Burkina Faso	Banfora	IN1: Political and Financial commitment	33	33	56	87	Les dirigeants politiques se sont bien engagés. Cela est traduit par l'élaboration du masterplan en mars 2018 (adopté en conseil municipal), aligné sur la vision des ODD. Egalement, la commune engage des fonds propres pour la mise en œuvre de son plan: achat d'équipement, paiement des salaires de l'équipe dédiée à l'AEPHA, mobilisation active de financements externes auprès des citoyens et bailleurs de fonds.
		IN2: Strength Partnership	42	42	67	93	La commune de Banfora a élaboré son WASH masterplan en collaboration avec l'ensemble des partenaires du secteur AEPHA. La commune de Banfora a aussi initié un cadre permettant à ses partenaires œuvrant dans le secteur AEPHA, dans une dynamique de synergie des actions, de faire le bilan des réalisations et de les capitaliser. Il s'agit des revues annuelles et à mi-parcours des projets et programmes du secteur AEPHA, où la majorité des partenaires sont présents. Chaque partenaire de la commune de Banfora joue un rôle spécifique lié à chacune des composantes du système AEPHA. Cette répartition des rôles est facilitée par l'existence du masterplan qui est très détaillé et opérationnel.
		IN4: Strength Service Delivery Models	47	47	61	79	Les modèles de gestion des services sont connus en ce qui concerne la gestion des ouvrages d'eau potable. Quant à la gestion des ouvrages d'assainissement et le WASH dans les écoles et les centres de santé, il reste beaucoup à faire pour s'accorder sur les modèles.
		IN4: Strength Service Delivery Models					Les organisations de la société civile ont mis en place un comité de contrôle et de veille citoyenne et élaboré un plan annuel de travail mais ce plan n'est pas encore mis en œuvre.
		IN5: Strength capacities	27	27	43	68	Les acteurs étatiques participent pleinement aux concertations et les revues organisées par la commune. Mais leurs actions conduites ne sont pas encore totalement coordonnées.

Country	Subsector	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative	
National building blocks			Burkina Faso					
			National Score					
Country	Subsector	BB category	2017	2018	2019	2020	Narrative	
		Finance	2.6	2.6	2.6	2.8	<p>Pour le secteur de l'eau, les mécanismes et les flux peuvent être améliorés, grâce aux contrats qui renouvelent les engagements quelques années sur la question. Il existe un rapport de l'initiative TrackFin (basé sur les comptes 2015) qui établit cette situation. Cette étude pour la période 2016 à 2019 est en cours de réalisation.</p> <p>Les comptes AEPHA ventilent les flux financiers par unité de financement (les entités qui canalisent les financements vers le secteur) et types de financement. Les usagers assurent 69,79% du financement du secteur avec une contribution moyenne annuelle de 109,5 milliards de FCFA.</p> <p>Les Donateurs Bilatéraux et multilatéraux quant à eux assurent 23,52% du financement du secteur, essentiellement sous forme de subventions (transferts publics internationaux 18,6%).</p> <p>On observe que les dépenses publiques du secteur (Transferts publics nationaux) représentent 5,3% du total des dépenses du secteur, provenant essentiellement des Autorités nationales (4,1%), avec cependant des contributions des autorités régionales (0,3%) et autorités locales (0,9%). Ces dépenses publiques dans le secteur représentent en moyenne 2,44% du budget annuel de l'Etat.</p> <p>Les ONG et OCB, quant à elles, ne représentent que 1,4% du financement du secteur. Les rapports de performance ne font état que des besoins relatifs aux investissements. Les besoins identifiés ne tiennent pas toujours compte des besoins de financement des CapManEx, expDS et ExpIDIS. Seuls 1/3 des besoins du secteur sont couverts par le budget national et les engagements actuels des PTF. Une grande partie des financements publics disponibles sont affectés aux investissements, au détriment des besoins d'appuis au profit des communes et des besoins de suivi de la performance des services rendus. Le budget de l'Etat consacré à l'Eau et à l'Assainissement est en baisse depuis 2015.</p> <p>Cette étude pour la période 2016 à 2019 est en cours de réalisation. L'ONEA en milieu urbain a créé un mécanisme de solidarité par un tarif progressif, permettant de fournir l'eau à prix réduit, dans les tranches de consommation faible (destinées aux ménages les plus modestes), financé par les gros consommateurs (industriels p.ex) qui paient un tarif plus élevé. Egalement, dans une dynamique pro-poor, l'extension des services vers les zones non-loties a été testée.</p> <p>Pour le milieu rural, une politique tarifaire a été élaborée et adoptée en novembre 2019, largement axée sur l'équité et l'accès des ménages des plus modestes, proposant des mécanismes de subvention spécifiques. On constate également pour le milieu rural, un essai de privilégier les villages sans points d'eau dans la répartition des nouveaux ouvrages réalisés par l'Etat. Pour le milieu urbain, il est clairement défini dans le cadre du contrat-plan entre l'ONEA et l'Etat, la répartition des responsabilités sur la prise en charge de ces dépenses (Investissements - Etat : Exploitation/maintenance - ONEA). Pour le milieu rural également, la décentralisation ayant conféré le transfert de patrimoine aux communes, elles sont responsables de l'entretien</p>	
Burkina Faso	Water	Infrastructure development	3.4	3.4	3.4	3.2	<p>Le cadre réglementaire en matière de passation des marchés est clairement établi et donne des orientations très précises sur l'exécution des investissements dans le pays. Les normes techniques sont également définies en fonction des zones, avec des DAO-types disponibles édicant les spécifications techniques en vigueur. Egalement, des guides du maître existent. Cependant, ces outils ne sont pas actualisés pour tenir compte des évolutions sectorielles liées aux ODD (p.ex: absence de dispositif de chloration systématique, aucun mécanisme de sécurisation de la ressource n'est prévu, etc.) et ils ne sont pas accessibles pour tous les acteurs. Les guides, manuels, plans techniques sont clairement séparés pour le milieu rural/semi-urbain, d'une part, et pour le milieu urbain, d'autre part. L'ONEA possède ses propres procédures d'exécution des projets, décrites dans son système-qualité et est soumise à des règles de passation des marchés différentes contrôlées à posteriori par les services financiers. Les délais de chaque étape de la procédure de passation des marchés sont règlementés dans le code des marchés publics. Les marchés peuvent être passés soit au niveau central (DMP et DAI), soit par le niveau régional (SAF). Le suivi-contrôle des travaux se fait au niveau régional par la DREA, en complément d'un bureau de contrôle à pied d'oeuvre. Cependant, les acteurs du secteur se plaignent régulièrement des longs délais des procédures de passation des marchés et de la difficulté de contrôler la qualité des ouvrages réalisés sur le terrain et le respect de la réglementation, par manque de moyens humains, financiers et logistiques consacrés à ce contrôle. Cela montre bien que les mécanismes existants pour réduire les délais et assurer le contrôle, ne sont pas efficaces.</p> <p>Les missions de contrôle impliquent rarement les communes qui ont ensuite des difficultés pour réceptionner les ouvrages (ils n'ont par ex. pas les copies des marchés conclus et parfois, ne savent pas où se trouvent les forages réalisés). Les acteurs du secteur constatent une détérioration de la qualité des ouvrages réalisés sur fonds publics (mauvaises qualités des matériaux et équipements, surdimensionnements, etc.). Un des principaux effets est la fréquence des pannes et des réhabilitations. Pour ce qui concerne les projets de développement institutionnel et de renforcement des capacités, les modèles ne sont ni complets, ni actualisés et le contrôle de la qualité des prestations (par exemple: processus de mise en place des AUE) n'est pas assurée. Les manuels et procédures existants et les spécifications techniques des ouvrages sont respectés par les parties-prenantes, ayant accès à ces informations. Certains acteurs (associations, instituts) n'en connaissent pas bien les contours (ou choisissent de les ignorer) et réalisent des ouvrages qui ne répondent pas aux normes techniques nationales édictées en la matière (ex: forages manuels, rope-pump). Ceci est surtout valable en milieu rural. Pour le milieu urbain, l'ONEA étai à la fois exploitant et exécutant, tous les projets de développement des infrastructures respectent les normes qu'il a lui-même définies.</p>	
		Infrastructure management	3.3	3.3	3.3	3.6	<p>La décentralisation confère la propriété de toutes les infrastructures en matière d'AEP à la commune, à travers les arrêtés de transferts de patrimoine signés en 2009, à la suite du décret de transfert de la compétence Eau et Assainissement aux communes. Pour le milieu urbain, ces mêmes textes de la décentralisation précisent que ceci est valable "hors champ d'intervention de l'ONEA", pour lequel l'Etat est toujours propriétaire des ouvrages mais en délègue la gestion par un contrat-plan, renouvelable tous les 5 ans. La plupart des infrastructures réalisées sont répertoriées dans la base de données INO pour les ouvrages d'AEP. Les barrages sont recensés dans la base de données de la DGH. La base INO est actualisée chaque année par le biais de points focaux communaux. Pour l'ONEA, les infrastructures sont disponibles par centres au sein de la DPE et de la DEX (y compris pour les branchements actifs et inactifs). La qualité des données de la base INO est régulièrement remise en question par les acteurs (notamment au niveau local), sans que cela ne soit pris en compte par le niveau national. Les données sur l'âge ou le fonctionnement des ouvrages ne sont pas mises à disposition des acteurs, ce qui complique les vérifications sur le terrain. Pour le milieu rural, les contrats d'affermage définissent clairement la répartition des responsabilités en matière de maintenance des ouvrages et équipements. De même que les conventions de délégation de gestion entre les AUE et les communes qui définissent la différence entre entretien courant/maintenance (par les AUE) et réhabilitations (par la commune), pour autant, ces dispositions ne sont pas appliquées de façon systématique par les responsables.</p> <p>Pour le milieu urbain, l'ONEA est responsable des ouvrages sauf des barrages qui sont de la responsabilité de l'Etat. Les conditions pour le renouvellement des ouvrages n'est pas très clair. Les responsabilités sont assez clairement définies. Pour autant, il n'existe pas réellement d'outils qui permettent de les opérationnaliser et d'accompagner correctement les acteurs à la prise en charge de cette responsabilité (notamment les communes, les opérateurs privés locaux, les associations d'usagers, etc.), en dehors du contenu, parfois léger des documents contractuels (contrats et conventions). L'amortissement des ouvrages est traité de façon superficielle et il n'existe pas de mécanisme permettant de vérifier que les autorités publiques possèdent la capacité de faire face au renouvellement des infrastructures.</p> <p>En milieu urbain, l'ONEA dispose des outils, des directives et de formations de ces agents adaptés pour la gestion patrimoniale.</p>	
		Institutional	3.0	3.0	3.0	3.0	<p>Les responsabilités des organes sont clairement définies, dans la Stratégie Nationale de l'Eau (récemment adoptée) et dans l'organigramme du MEA. Les compétences Eau et Assainissement sont transférées aux communes et aux régions dans le cadre de la décentralisation (CCCT). Cependant, on note quelques chevauchements mineurs de responsabilités au niveau national entre la DGRE et le SP-GIRE (sur la gestion des connaissances sur l'eau par exemple), entre la DGESS et la DGEF (sur le suivi sectoriel par exemple) et entre la DGEF et la DGA (sur l'AMOC placé au sein de la DGEF alors qu'il s'agit d'un thème transversal avec l'assainissement). De même, il y a plusieurs insuffisances dans l'organisation institutionnelle du secteur qui justifient la mise en oeuvre d'un audit institutionnel en vue d'une réforme du Ministère de l'eau et de l'assainissement, qui est encore en cours de formulation. Au niveau national, pour le service de l'Eau, les différents postes sont définis à travers les organigrammes de l'Etat, des structures rattachées (Agences de l'Eau, ONEA) et des communes, ainsi qu'à travers la feuille de route AMOC qui définit les profils des agents techniques à recruter par les communes pour exercer la compétence Eau. Cependant, en 2020, l'Etat a refusé de financer l'application de la feuille de route AMOC en refusant de prendre en charge les agents techniques communaux (Ministère de la Décentralisation).</p> <p>La plupart des postes au niveau national sont pourvus (DGRE, DGEF, SP-GIRE, ONEA). Cependant, au regard de l'adoption des 5 PN, un plan de développement des ressources humaines du ministère (niveau national et régional) est en cours d'élaboration, sous financement DANIDA, pour rééquilibrer la répartition des ressources humaines et questionner la qualité de ces ressources humaines pour faire face aux défis de l'atteinte des ODD.</p> <p>Les sources des données des communes sont très variées, et ne permettent pas de garantir la qualité et la comparabilité des données de gestion en matière de gestion des projets et programmes et de l'approche-programme.</p> <p>Les sites internet existent, même si ils ne sont pas mis à jour de façon systématique. La plateforme EauBurkina pour les partage des informations a été récemment remodelée.</p> <p>Le forum national de l'eau et de l'assainissement se tient tous les 3 ans, avec l'ensemble des acteurs du secteur. Il n'y a cependant pas d'alliance nationale d'apprentissage qui donnerait l'occasion de réfléchir sur des thématiques précises. Les ateliers nationaux de validation d'études, colloques, etc. sont en général de l'initiative de PTF ou d'ONG de façon indépendante (et programmées dans l'urgence pour ce qui concerne les ateliers de validation d'études).</p> <p>Depuis 2020, existence d'un cadre de concertation entre le MEA et les ONG.</p> <p>Sur la base d'une meilleure collaboration intersectorielle, le ministère de la jeunesse et de l'emploi délivre désormais des COP en plomberie.</p> <p>Ces plateformes constituent des espaces de dialogue privilégiés entre l'Etat et ses PTF (ONG internationales, Bailleurs), mais les acteurs de la société civile (associations de défense des droits humains, ou des usagers), le secteur privé (prestataires, investisseurs potentiels), et certains acteurs publics (communes, agences de l'eau, etc.) ne sont quasiment pas représentés, et quand ils le sont, ils ne sont pas consultés en amont. Ils sont invités pour partager avec eux les résultats, mais aucun mécanisme ne permet de prendre en compte leurs intérêts, leurs points de vue et leurs recommandations. Pour tenter d'y remédier, en 2020, de nouveaux cadres de concertation entre le secteur privé et le MEA, et aussi entre le MEA et les ONG ont été mis en place. Dans le contexte humanitaire changeant, un cluster WASH entre les ONG humanitaires a été créé. Les forums nationaux sont des espaces d'échanges beaucoup plus inclusifs et larges.</p> <p>Le forum national et les colloques font l'objet de recommandations adressées à l'Etat. Pour autant, ces recommandations sont rarement transformées en "déclarations d'engagement", même si elles peuvent être prises en compte par la partie nationale dans l'élaboration des politiques. Le degré de mise en oeuvre de ces recommandations est peu suivi, pas documenté et pas diffusé.</p> <p>Au niveau régional, les comités régionaux de pilotage des programmes nationaux, constituent les plateformes privilégiées de dialogue sectoriel. Cependant, on retrouve les mêmes écueils qu'au niveau central: il s'agit plus d'un espace entre l'Etat et les PTF (ONG, bailleurs, projets, programmes). Les membres officiels sont essentiellement les DR des autres départements ministériels et les PTF/ONG/projets et programmes. Le secteur privé y est absent. Les usagers (et leurs associations de défense) sont sous-représentés. Les élus locaux représentent une part marginale des participants. L'objet de ces cadres a</p>	
		Learning and Adaptation	2.0	2.0	2.0	3.0		

Country	Subsector	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative
Burkina Faso	Water	Legislation	3.8	3.8	4.0	3.6	<p>Le secteur de l'eau repose sur un ensemble de politiques et stratégies sectorielles (politique sectorielle EEA, Stratégie nationale de l'Eau) cohérentes entre elles, et intégrées dans la politique du gouvernement (PNDES). La Stratégie Nationale de l'Eau a été validée en 2018 mais n'a toujours pas été adoptée par le gouvernement (en 2020). Le secteur de l'eau repose sur la Loi d'orientation relative à la Gestion de l'Eau, ainsi que sur la Loi relative à la décentralisation, qui transfère la compétence Eau aux communes. La constitution a intégré le Droit à l'Eau et à l'Assainissement en 2015.</p> <p>La Loi organique sur la gestion de l'eau mériterait toutefois d'intégrer l'approche fondée sur les droits humains, pour opérationnaliser le Droit à l'Eau. Le secteur dispose d'un document édicatif des normes et critères pour les ouvrages et les différents niveaux de service selon les zones. Egalement, les normes techniques pour les ouvrages existent, tout comme les normes de potabilité de l'eau. Ces documents ont récemment été actualisés pour prendre en compte les orientations des ODD (échelles de service) et les nouvelles technologies prévues (AEP MV, par ex.).</p> <p>On y trouve également les normes officielles pour la fourniture des services en milieu rural et semi-urbain.</p> <p>Pour le milieu urbain, le contrat-plan entre l'ONEA et l'Etat fixe une matrice de performance incluant des indicateurs clairs sur la fourniture du service. Le dernier contrat-plan de l'ONEA (2016-2018) est expiré et le nouveau contrat (2019-2021) n'est pas encore signé (en 2020). Pour le milieu urbain, le développement et la gestion des services d'AEP sont encadrés par le contrat-plan, assorti d'une matrice de performance pour la fourniture du service.</p> <p>Pour le milieu rural et semi-urbain, le développement des services est encadré par le PN-AEP qui fournit une programmation à horizon 2030 calée sur l'accès universel. En matière de gestion des services, une stratégie nationale (basée sur la "Réforme") a été validée et une politique tarifaire en milieu rural a été adoptée en conseil des ministres en 2019. Cependant, cette stratégie nationale ne tient pas compte des leçons apprises (inefficacité des AUE p.ex) et laisse peu de place aux innovations en matière de modèles de gestion des services.</p> <p>Il n'existe pas de suivi national de ces données sur une population ou une région, plusieurs enquêtes nationales (enquêtes sur les conditions de vie des Ménages, enquête multisectorielle continue, recensement général de la population). Les données issues de ces enquêtes sont utilisées puis complétées par les systèmes de suivi sectoriels. Cependant, les données nécessaires au suivi des indicateurs retenus dans le secteur sont rarement collectées par l'INSD, qui ne tient pas tellement compte des besoins sectoriels dans sa collecte de données. Les données brutes ne sont pas toujours communiquées non plus et leur exploitation au niveau sectoriel est complexe.</p> <p>Le système de suivi du PNDES, c'est le Cadre Sectoriel de Dialogue entre l'Etat et les PIT. Ce CSD suit les indicateurs sectoriels qui sont renseignés et validés par le Groupe Thématique National Eau et Assainissement (GTN-EA). Au niveau international, le JMP réussi à extraire des données fournies par l'INSD des données sur la qualité des services (temps mis pour aller au point d'eau, etc.), mais cela n'est pas valable pour tous les indicateurs (niveau de contamination de l'eau non renseigné par exemple).</p> <p>Le DISE, nouvellement adopté et testé, contient des indicateurs relatifs à la prestation des services. Toutefois, il n'est pas encore opérationnalisé et les fiches de collecte de données utilisées par les points focaux, ne sont pas celles définies par le DISE (toujours limitées à celles de l'INO axées sur les ouvrages).</p> <p>Pour le milieu urbain, la matrice de performance annexée au contrat-plan de l'ONEA contient des indicateurs de performance du service, mais qui ne concerne pas l'ensemble des indicateurs permettant de renseigner les échelles de service (ex: indice de continuité non renseigné).</p>
		Monitoring	2.6	2.6	2.6	3.4	<p>L'adaptation de ces systèmes de suivi au monitoring de la satisfaction du Droit à l'Eau est attendue et nécessaire dans le secteur. Un test-pilote des indicateurs AFDH a été réalisé par le MEA et l'intégration de ces indicateurs dans le dispositif national de suivi-évaluation est en cours. L'inventaire des ouvrages couvre l'ensemble du pays. Le monitoring en milieu rural et semi-urbain est inclus dans le DISE mais pas encore renseigné. Pour le milieu urbain, l'ONEA assure le monitoring de la qualité des services (malgré les exceptions décrites précédemment sur certains indicateurs-clés de la performance des services). Les zones péri-urbaines non loties, non-couvertes par les réseaux ONEA sont encore largement ignorées dans le monitoring des services et le suivi actuel ne permet pas d'établir une situation exacte de la performance des services dans ces zones. Les systèmes de suivi sont limités à la mise à jour de l'inventaire et du taux d'accès, qui est pris en compte dans le ciblage annuel. La définition des politiques et la relecture des stratégies (par exemple: la stratégie nationale de gestion des ouvrages hydrauliques d'AEP - révision de la Réforme), n'est pas systématiquement basée sur l'analyse des performances des acteurs (ex: les AUE) puisque ces données n'existent pas de façon complète au niveau national. Les stratégies nationales peinent à identifier les facteurs qui favoriseraient l'implication du secteur privé et à établir un vrai partenariat, par manque de données.</p>
		Planning	3.4	3.4	3.4	3.6	<p>Le programme national d'AEP est le cadre programmatique officiellement adopté pour le secteur Eau, calé sur les ambitions des ODD à horizon 2030. Le PNAEP contient des lignes dédiées au soutien et à la réhabilitations d'ouvrages. Aucun coût de maintenance n'est prévu dans le budget de l'Etat (ni sous forme de subvention / transferts aux communes, chargées de l'exploitation/maintenance). Seule la programmation budgétaire annuelle de l'ONEA prévoit des coûts pour la maintenance et l'exploitation, dans des proportions adéquates. Il serait également nécessaire de prévoir des plans de renouvellement. Les plans nationaux sont différents pour le milieu urbain et le milieu rural (différenciés par la typologie de l'habitat et la densité de population). La planification tient compte de l'accroissement démographique à horizon 2030. Les zones géographiques favorables (bassin sédimentaire p.ex) sont identifiées comme des réservoirs probables de forages à hauts-débits. La disponibilité de la ressource en eau est toutefois mal documentée et prise en compte dans le plan. Actuellement des recherches sur la ressource en eau sont en cours pour solutionner la problématique de la connaissance de la ressource. Les modalités du ciblage annuel des zones prioritaires méritent d'être encore améliorées pour tenir compte des réalités et éviter les investissements surdimensionnés ou sous-dimensionnés et les doublons. Le PNAEP a été élaboré par le ministère, avec peu de concertation avec le niveau local. Il n'est pas basé sur les SDAGE ou sur des schémas directeurs communaux ou sur les PCDAEPA (qui existent mais qui concrètement ne sont pas exploités). En revanche, la planification communale est une traduction de la politique nationale à horizon 2030 (PSC Banfora en exemple) et les planifications régionales découlent directement de la planification au niveau central.</p>
		Regulation	1.7	1.7	1.7	2.0	<p>Il n'existe pas d'organisme chargé de réguler les services d'AEP au niveau national. Pour le milieu urbain, l'ONEA est soumis à un mécanisme de régulation, imposé par son contrat-plan avec l'Etat, qui fixe le tarif au niveau national (identique dans tous les centres), et qui définit les règles de niveaux de service à travers la matrice de performance y associée. En revanche, en milieu rural, aucun mécanisme ou organisme de régulation n'existe. La politique tarifaire adoptée en novembre 2019 constitue le mécanisme de régulation des tarifs en milieu rural. Egalement, les nouveaux contrats d'affermage standardisés, élaborés par le MEA, constituent un mécanisme de régulation de la gestion des services et des prix.</p>
		Water Resource Management	3.3	3.3	3.3	4.0	<p>De manière générale, la législation burkinabè (Réforme Agricole et Foncière (RAF), loi d'orientation sur la gestion de l'eau) considère la fourniture de l'eau potable aux populations comme prioritaire et la hiérarchie entre les autres usages est établie au cas par cas en fonction des considérations économiques. Un pouvoir de contrôle et de répartition est cependant confié au ministre en charge de l'eau et par délégation aux gouverneurs de région lorsque les circonstances l'exigent.</p> <p>Dans les situations normales, la répartition de l'eau en fonction des différents usages est réglée par les agences de l'eau à travers les SDAGE, qui viennent seulement d'être mis en place. Le Droit à l'Eau est peu mentionné dans la documentation relative à la gestion des ressources en eau. Ces éléments méritent d'être complétés et affinés dans le futur.</p> <p>Les Agences de l'Eau au niveau sous-bassins sont en place. Elles bénéficient de l'autonomie de gestion et sont progressivement dotées de ressources humaines, logistiques et financières. Certaines de leurs fonctions sont partagées avec les DREA à l'échelle administratives régionales. Les SDAGE sont en cours d'élaboration et devraient constituer des documents de référence de planification à l'échelle du sous-bassin. Les 13 polices de l'eau sont fonctionnelles dans les 13 régions. Toutes les agences sont installées et fonctionnelles. La police de l'Eau et la collecte des informations sur les ressources en eau, sont en principe financées par la CFE, versée aux Agences de l'Eau, mais les activités sont toujours logées au niveau de la DGRE et des services Ressources en Eau des DREA. Cette question de la capacité des agences de l'eau et des CLE méritent de plus amples investigations pour être renseignée de façon correcte.</p> <p>Nous disposons à l'heure actuelle de peu d'informations sur la représentation effective des autorités et prestataires de l'AEP au sein des Agences de l'Eau (Comités de bassin, CLE, conseils d'administration). Dans la théorie, les 3 collèges représentés au sein des Comités de Bassins et des CLE sont l'Etat, les Collectivités territoriales et les Usagers. Le secteur privé ne fait pas partie des membres. Cependant, l'ONEA fait partie du conseil d'administration de la plus grande Agence de l'Eau, qui est celle du Nakambé.</p>
		Finance	2.8	2.8	2.8	2.6	<p>Le secteur dispose d'un mécanisme de suivi de la performance des services depuis plusieurs années sur la question. Il existe un rapport de l'initiative TrackFin (basé sur les comptes 2015) qui établit cette situation.</p> <p>Cette étude couvrant la période 2016-2019 est en cours d'élaboration.</p> <p>Les comptes AEPHA ventilent les flux financiers par unité de financement (les entités qui canalisent les financements vers le secteur) et types de financement.</p> <p>Les rapports de performance ne font état que des besoins relatifs aux investissements. Les besoins identifiés ne tiennent pas compte des besoins de financement des CapManEx, expDS et ExplDS). Seuls 1/3 des besoins du secteur sont couverts par le budget national et les engagements actuels des PIT. Une grande partie des financements publics disponibles sont affectés aux investissements, au détriment des besoins d'appuis au profit des communes et des besoins de suivi de la performance des services rendus. Le budget de l'Etat consacré à l'Eau et à l'Assainissement est en baisse depuis 2015.</p> <p>L'ONEA en milieu urbain a créé un mécanisme de subvention des ouvrages familiaux (latrines, douches, puits). Un taxe sur l'assainissement est prélevée sur les factures d'eau des abonnés disposant d'un branchement privé. Pour le milieu rural, la documentation sectorielle définit les conditions de la subvention attribuée aux ménages pour la construction des latrines. L'attribution de cette subvention à tous les ménages, sans distinction de sa situation de précarité, reste discutable sur le plan de l'équité.</p> <p>Aucun dispositif d'équité n'existe dans le secteur de l'assainissement.</p> <p>Pour le milieu urbain, il est clairement défini dans le cadre du contrat-plan entre l'ONEA et l'Etat, la répartition des responsabilités sur la prise en charge de ces dépenses (Investissements = Etat ; Exploitation/maintenance des STBV = ONEA). La décentralisation ayant conféré le transfert de patrimoine aux communes, elles sont responsables de l'entretien et de la maintenance des latrines institutionnelles et publiques (écoles/centres de santé/gares/marchés). Il n'y a pas de transferts financiers aux communes pour ces ouvrages, en dehors de ce qui est prévu dans le cadre de la réalisation des écoles ou les latrines sont prévues. Pour les ouvrages familiaux, le patrimoine appartient in fine aux ménages, à qui il est offert une subvention pour aider l'équipement initial. La maintenance de ces ouvrages est à la charge du ménage et ne fait pas l'objet de fonds publics.</p> <p>Dans le cadre de l'approche-programme, chaque responsable d'un programme-budgétaire (ici le DGA pour le PN-AEUE), doit présenter son bilan et défendre son budget devant le ministre sectoriel. Le Ministre va ensuite annuellement discuter son budget devant l'assemblée nationale avant l'adoption de la loi de finances. Ces interventions se basent sur les rapports de performances validés par le CSD-EAA. Les dépenses ne sont pas justifiées en même temps.</p>
	Sanitation						

Country	Subsector	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative
		Infrastructure development	3.4	3.4	3.4	3.4	<p>Le cadre réglementaire est manifestement un passage à un cadre réglementaire plus strict en matière de suivi et de contrôle des investissements dans le pays. Les normes techniques sont également définies en fonction des zones, avec des plans-types disponibles édictant les spécifications techniques en vigueur (pour les latrines familiales et publiques notamment). Également, des guides du maître existent. Cependant, ces outils ne sont pas actualisés pour tenir compte des évolutions sectorielles liées aux ODD (ex: gestion hygiénique des menstrues) et ils ne sont pas accessibles pour tous les acteurs. En milieu urbain, l'ONEA dispose de ses propres spécifications techniques, développées dans le cadre de la réalisation des STEP et STBV de Ouaga et Bobo.</p> <p>Les guides, manuels, plans techniques sont clairement séparés pour le milieu rural/semi-urbain, d'une part, et pour le milieu urbain, d'autre part. L'ONEA possède ses propres procédures d'exécution des projets, décrites dans son système qualité et est soumis à des règles de passation des marchés différentes contrôlées à posteriori par les services financiers. Il y a une prise en compte des cabines pour la GHM, de cabines réservées aux accompagnants dans les centres de santé, de cabines spécialement adaptées aux personnes à mobilité réduite.</p> <p>Les délais de chaque étape de la procédure de passation des marchés sont règlementés dans le code des marchés publics. Les marchés peuvent être passés soit au niveau central (DMP et DAF), soit par le niveau régional (SAF). Le suivi-contrôle des travaux se fait au niveau régional par la DREA, en complément d'un bureau de contrôle à pied d'œuvre. Cependant, les acteurs du secteur se plaignent régulièrement des longs délais des procédures de passation des marchés et de la difficulté de contrôler la qualité des ouvrages réalisés sur le terrain et le respect de la réglementation, par manque de moyens humains, financiers et logistiques consacrés à ce contrôle. Cela montre bien que les mécanismes existants pour réduire les délais et assurer le contrôle, ne sont pas efficaces.</p> <p>Les acteurs du secteur constatent une détérioration de la qualité des ouvrages réalisés sur fonds publics (mauvaises qualités des matériaux et équipements, mauvais ciblage conduisant à des latrines qui ne sont jamais finies, etc.). Pour ce qui concerne les projets de développement institutionnel et de renforcement des capacités, les modèles ne sont ni complets, ni actualisés (par exemple: processus de renforcement de la MOC en matière d'assainissement, pour la fourniture du service au niveau local, en relation avec les opérateurs locaux).</p> <p>Les manuels et procédures existants et les spécifications techniques des ouvrages sont respectés par les parties-prenantes, ayant accès à ces informations. Certains acteurs (associations, instituts) n'en connaissent pas bien les contours (ou choisissent de les ignorer) et réalisent des ouvrages qui ne répondent pas aux normes techniques nationales édictées en la matière (ex: nouveaux-types de latrines). Ceci est surtout valable en milieu rural. Pour le milieu urbain, l'ONEA étend à la fois exploitant et</p>
Burkina Faso	Sanitation	Infrastructure management	2.0	2.0	2.0	2.4	<p>La décentralisation confère la propriété de toutes les infrastructures à la commune, bien qu'aucun arrêté de transfert n'ait été signé pour les ouvrages publics d'assainissement. Pour le milieu urbain, ces mêmes textes de la décentralisation précisent que ceci est valable "hors champ d'intervention de l'ONEA", pour lequel l'Etat est toujours propriétaire des ouvrages mais en délègue la gestion par un contrat-plan, renouvelable tous les 5 ans : notamment pour les grandes infrastructures que sont les STEP et STBV. Les latrines publiques dans le périmètre ONEA appartiennent en principe à la commune, sans que rien ne soit clairement précisé à ce sujet.</p> <p>Il existe une base de données nationale de l'assainissement, qui a répertorié sur la base d'un échantillon statistique les ouvrages familiaux (BNA, 2010) pour pouvoir établir de façon claire le taux d'accès à l'assainissement. Cette base de données fait apparaître le type de latrines, sans en préciser ni l'âge, ni l'état actuel (la mise à jour concernant uniquement l'ajout de nouvelles latrines construites dans l'année). Cette base de données ne fait pas l'état exhaustif des latrines publiques, avec leur âge et leur état physique.</p> <p>Pour les grandes infrastructures structurantes, telles que les STEP et les STBV, c'est l'ONEA qui est prestataire de service, chargé à la fois du développement et de la maintenance.</p> <p>Le cahier des charges de l'ONEA définit les rôles et responsabilités de l'Etat et de l'ONEA sur les infrastructures structurantes en assainissement.</p> <p>Pour les latrines publiques, rares sont les contrats de délégation signé entre les collectivités décentralisées et les comités de gestion (ou des privés), chargés de leur entretien.</p> <p>Les responsabilités ne sont pas assez clairement définies. Hormis un exemple de contrat et quelques guides des approches Wash in schools (p.ex) disponibles dans les outils au niveau national, il n'existe pas réellement d'outils qui permettent d'améliorer la gestion du patrimoine relatif à l'assainissement et d'accompagner correctement les acteurs à la prise en charge de cette responsabilité (notamment les communes, les opérateurs privés locaux, les comités de gestion, les APE/AME, etc.). L'amortissement de ces ouvrages n'est pas traité et il n'existe pas de mécanisme permettant de vérifier que les autorités publiques possèdent la capacité de faire face au renouvellement des infrastructures qui seraient hors d'usage. En milieu urbain, le patrimoine (réseaux, STEP, STBV) est géré par l'ONEA avec des outils et directives</p>
		Institutional	3.0	3.0	3.0	3.3	<p>Les responsabilités des organes sont clairement définies, dans la Stratégie Nationale de l'Eau (récemment adoptée) et dans l'organigramme du MEA. Les compétences Eau et Assainissement sont transférées aux communes et aux régions dans le cadre de la décentralisation (CCT). Cependant, on note quelques chevauchements mineurs de responsabilités au niveau national entre la DGRF et le SP-GIRE (sur la gestion des connaissances sur l'eau par exemple), entre la DGESS et la DCEP (sur le suivi sectoriel par exemple) et entre la DGEF et la DGA (sur l'AMOC placé au sein de la DGEF alors qu'il s'agit d'un thème transversal avec l'assainissement). De même, il y a plusieurs insuffisances dans l'organisation institutionnelle du secteur qui justifient la mise en œuvre d'un audit institutionnel en vue d'une réforme du Ministère de l'eau et de l'assainissement, qui est encore en cours de formulation.</p> <p>Au niveau national, pour le service de l'Assainissement, les différents postes sont définis à travers les organigrammes de l'Etat, des structures rattachées (ONEA) et des communes, ainsi qu'à travers la feuille de route AMOC qui définit les profils des agents techniques à recruter par les communes pour exercer la compétence Assainissement. La DGA a fait l'objet d'un diagnostic organisationnel spécifique en 2015, qui définit clairement les postes nécessaires pour le recentrage de la DGA sur la mission régalienn de l'Etat. Cependant, en 2020, l'Etat a refusé de financer l'application de la feuille de route AMOC en refusant de prendre en charge les agents techniques communaux (Ministère de la Décentralisation).</p> <p>La plupart des postes au niveau national sont pourvus (DGA, ONEA). Cependant, au regard de l'adoption des 5 PN, un plan de développement des ressources humaines du ministère (niveau national et régional) est en cours d'élaboration, sous financement DANIDA, pour rééquilibrer la répartition des ressources humaines et questionner la qualité de ces ressources humaines pour faire face aux défis de l'atteinte des ODD.</p>
		Learning and Adaptation	2.0	2.0	2.0	2.6	<p>Le cadre de dialogue sectoriel est bien défini, et régulièrement mis à jour, pour s'adapter aux réglementations changeantes du gouvernement en matière de gestion des projets et programmes et de l'approche-programme. Les sites internet existent, même si ils ne sont pas mis à jour de façon systématique. La plateforme Eauburkina a été récemment remodelée.</p> <p>Le forum national de l'eau et de l'assainissement se tient tous les 3 ans, avec l'ensemble des acteurs du secteur. Il n'y a cependant pas d'alliance nationale d'apprentissage qui donnerait l'occasion de réfléchir sur des thématiques précises. Les ateliers nationaux de validation d'études, colloques, etc. sont en général de l'initiative de PTF ou d'ONG de façon indépendante (et programmées dans l'urgence pour ce qui concerne les ateliers de validation d'études).</p> <p>En 2020, de nouveaux cadres de concertation Etat-ONG ont été créés.</p> <p>Ces plateformes constituent des espaces de dialogue privilégiés entre l'Etat et ses PTF (ONG internationales, bailleurs), mais les acteurs de la société civile (associations de défense des droits humains, ou des usagers), le secteur privé (prestataires, investisseurs potentiels), et certains acteurs publics (communes) ne sont quasiment pas représentés, et quand ils le sont, ils ne sont pas consultés en amont. Ils sont invités pour partager avec eux les résultats, mais aucun mécanisme ne permet de prendre en compte leurs intérêts, leurs points de vue et leurs recommandations. Les forums nationaux sont des espaces d'échanges beaucoup plus inclusifs et larges. En 2020, de nouveaux cadres de concertation Etat-ONG et Etat-espaces ont été créés pour tenter d'y remédier.</p> <p>Le forum national et les colloques font l'objet de recommandations adressées à l'Etat. Pour autant, ces recommandations sont rarement transformées en déclarations d'engagement, même si elles peuvent être prises en compte par la partie nationale dans l'élaboration des politiques. Le degré de mise en œuvre de ces recommandations est peu suivi, pas documenté et pas diffusé.</p> <p>Au niveau régional, les comités régionaux de pilotage des programmes nationaux, constituent les plateformes privilégiées de dialogue sectoriel. Cependant, on retrouve les mêmes écueils qu'au niveau central: il s'agit plus d'un espace entre l'Etat et les PTF (ONG, bailleurs, projets, programmes). Les membres officiels sont essentiellement les DR des autres départements ministériels et les PTF/ONG/projets et programmes. Le secteur privé y est absent. Les usagers (et leurs associations de défense) sont sous-représentés. Les élus locaux représentent une part marginale des participants. L'objet de ces cadres a glissé vers la collecte d'informations relatives à l'exécution des programmes nationaux. Il y a peu de place pour les réflexions thématiques sur la performance des services par exemple.</p>
		Legislation	3.5	3.5	3.5	3.5	<p>Le secteur de l'assainissement repose sur un ensemble de politiques et stratégies sectorielles (politique sectorielle EEA, PSNA, OSA, SN Gestion de la Filière de l'Assainissement) cohérentes entre elles, et intégrées dans la politique du gouvernement (PNDES). Cependant, la Stratégie Nationale de l'Eau, qui intègre l'assainissement (ancienne PNE) n'est pas encore adoptée par le gouvernement.</p> <p>Le secteur de l'eau repose sur la Loi d'orientation relative à la Gestion de l'Eau, ainsi que sur la Loi relative à la décentralisation, qui transfère la compétence Assainissement aux communes. La constitution a intégré le Droit à l'Eau et à l'Assainissement en 2015. La Loi organique sur la gestion de l'eau mériterait toutefois d'intégrer l'approche fondée sur les droits humains, pour opérationnaliser le Droit à l'Assainissement.</p> <p>Le secteur dispose d'un document édictant les normes et critères pour les ouvrages homologués, différenciés entre milieu rural et milieu urbain. Cependant, ces documents n'ont pas encore été actualisés pour prendre en compte les orientations des ODD (échelles de service) et la fin de la DAL. Il n'existe pas de normes officielles pour la fourniture des services. En milieu urbain, l'assainissement est très peu intégré dans la matrice de performance du contrat-plan, en dehors de la gestion des STEP et STBV. Aucun plan de gestion de la sécurité sanitaire n'existe actuellement pour le milieu urbain ou le milieu rural.</p> <p>Les normes nationales officielles en matière de déversement des eaux usées sont incluses dans le décret N°2015-1205/PRESTANS/PM/MEH/MEF/MARHASA/MS/MRA/MCA/MME/MIDT/MATD du 28 octobre 2015 portant normes et conditions de déversements des eaux usées.</p> <p>Pour le milieu urbain, le développement des services d'Assainissement est encadré par le contrat-plan, assorti d'indicateurs de performance pour la fourniture du service et la mise en œuvre des PSA. Pour le milieu rural, le développement des services est encadré par le PN-Assainissement qui fournit une programmation à horizon 2030 calée sur l'accès universel. En matière de gestion des services, la stratégie nationale de gestion de la filière d'assainissement a été adoptée mais sa mise en œuvre n'est pas encore opérationnelle. Le cadre réglementaire y afférent est en cours d'élaboration.</p> <p>L'ancien contrat-plan 2016-2018 de l'ONEA est expiré et le nouveau (2019-2021) n'a pas encore été signé (observation faite en octobre 2020).</p>

Country	Subsector	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative
		Monitoring	2.4	2.4	2.4	2.4	<p>Il existe un système de suivi national des indicateurs de performance, qui repose sur plusieurs enquêtes nationales (enquêtes sur les conditions de vie des Ménages, enquête multisectorielle continue, recensement général de la population). Les données issues de ces enquêtes sont utilisées puis complétées par les systèmes de suivi sectoriels. Cependant, les données nécessaires au suivi des indicateurs retenus dans le secteur sont rarement collectées par l'INSD, qui ne tient pas tellement compte des besoins sectoriels dans sa collecte de données. Les données brutes ne sont pas toujours communiquées non plus et leur exploitation au niveau sectoriel est complexe. Le système de suivi du PNDES qui est le CSD-EA renseigne des indicateurs de performances du secteur annuellement.</p> <p>Au niveau international, le JMP réussi à extraire des données fournies par l'INSD des données sur la qualité des services (DAL, latrine partagée), mais cela n'est pas valable pour tous les indicateurs (service de vidange et de traitement des eaux usées par exemple). Le DISE, nouvellement adopté et testé, contient des indicateurs relatifs à la prestation des services. Toutefois, il n'est pas encore opérationnel et les fiches de collecte de données utilisées par les points focaux, ne sont pas celles définies par le DISE. Pour le milieu urbain, la matrice de performance annexée au contrat-plan de l'ONEA contient des indicateurs de performance du service (ex: taux de conformité des tests réalisés sur la qualité des eaux traitées), mais qui ne concerne pas l'ensemble des indicateurs permettant de renseigner les échelles de service (ex: le volume de boues collectées et traitées de façon sécurisée). L'adaptation de ces systèmes de suivi au monitoring de la satisfaction du Droit à l'assainissement est attendue et nécessaire dans le secteur.</p> <p>Le monitoring en milieu rural et semi-urbain est inclus dans le DISE mais pas encore renseigné. Pour le milieu urbain, l'ONEA assure le monitoring sur quelques indicateurs seulement (taux d'accès, taux de conformité des tests réalisés sur les eaux usées traitées, taux de mise en oeuvre des PSA). Les zones péri-urbaines non loties sont encore largement ignorées dans le monitoring des services et le suivi actuel ne permet pas d'établir une situation exacte de la performance des services dans ces zones, de façon différenciée.</p> <p>Limites: les données collectées ne sont pas assez fiables car ne couvrent pas tous les ménages.</p> <p>Les systèmes de suivi sont limités à la mise à jour de l'inventaire et du taux d'accès, qui est pris en compte dans le ciblage annuel. La définition des politiques et la relecture des stratégies sont basées sur l'analyse des performances des acteurs mais avec des difficultés puisque ces données n'existent pas de façon complète au niveau national (ex: les COGES ou les APE/AME). Les stratégies nationales peinent à identifier les facteurs qui favoriseraient l'implication du secteur privé et à établir un vrai partenariat, par manque de données concernant leurs niveaux de performances.</p> <p>Uniquement pour les données relatives à l'inventaire des ouvrages et au taux d'accès. Les rapports de performance annuels</p>
Burkina Faso	Sanitation	Planning	3.2	3.2	3.4	3.4	<p>Le PNDES prend en compte l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en ses axes 2 et 3, à travers respectivement l'effet attendu (EA 2.5.1) ; "l'accès de tous à un cadre de vie décent, à l'eau et à l'assainissement de qualité est garanti" et l'effet attendu (EA 3.4.1) "Les capacités de mobilisation et la gestion intégrée des ressources en eau sont renforcées".</p> <p>Le programme national d'AEUE est le cadre programmatique officiellement adopté pour le secteur Assainissement, calé sur les ambitions des ODD à horizon 2030.</p> <p>Le PN-AEUE 2030 constitue l'approche programmatique qui réunit les bailleurs du secteur, à laquelle ils contribuent et derrière laquelle ils s'alignent. Les différents cadres de revue sectoriels (CSD-EEA, CNP, CaPa) permettent aux bailleurs de suivre les réalisations physiques et financières du secteur, y compris à travers la matrice des performances. En même temps, ils contribuent à l'élaboration du budget sectoriel pour l'année n+1. Bien que l'ABS soit un outil de financement qui permette un alignement complet derrière le ministère, de plus en plus de bailleurs reviennent à l'approche projets classique, et/ou passent des appels à projets indépendamment de l'Etat.</p> <p>Aucun coût de maintenance des ouvrages d'assainissement n'est prévu dans le budget de l'Etat (ni sous forme de subvention / transferts aux communes, chargées de l'exploitation/maintenance). Seul la programmation budgétaire annuelle de l'ONEA prévoit des coûts pour la maintenance et l'exploitation des STEP et STBV, dans des proportions adéquates. En matière de coût de soutien direct, il est prévu dans le PNAEUE des lignes pour la promotion de l'assainissement et l'radicalisation de la DAL, en milieu rural et en milieu urbain, et pour le renforcement des capacités des acteurs à tous les niveaux.</p> <p>En général, la planification tient compte de l'accroissement démographique à horizon 2030. En milieu urbain, la planification est différenciée et détaillée par ville (à travers les PSA). Les modalités du ciblage annuel des zones prioritaires méritent d'être encore améliorées pour tenir compte des réalités et éviter les doublons entre l'Etat (latrines semi-finies par ABS), les communes (bénéficiaires de fonds transférés) et les ONG/projets & programmes (qui utilisent des approches différentes et parfois concurrentes sur un même territoire). Les impacts de ces ouvrages sur les ressources en eau (et la protection des zones de captage p.ex) est toutefois mal documentée et prise en compte dans la planification.</p> <p>Le PNAEUE a été élaboré par le ministère, avec peu de concertation avec le niveau local. Il n'est pas basé sur les PCD-AEPA (assez pauvres en matière de planification sur l'assainissement). En revanche, la planification communale est une traduction de la politique nationale à horizon 2030 (PSC Banfora en exemple) et les planifications régionales découlent directement de la planification au niveau central.</p> <p>Aucun mécanisme ou organisme de régulation n'existe pour l'assainissement familial, en dehors des niveaux de subventions qui sont fixés dans la réglementation.</p>
		Regulation	1.0	1.0	1.0	1.0	
		Water Resource Management	2.7	2.7	2.7	2.3	<p>Les activités d'assainissement sont identifiées dans les documents de la GIRE comme des activités pouvant avoir un impact significatif sur la qualité des ressources en eau, par leur pouvoir polluant (bactériologique notamment). La police de l'eau doit en principe faire respecter la réglementation pour éviter les pollutions. Cependant, la réglementation en la matière n'est pas clairement définie (sur les normes des sites de dépotage des boues de vidange par exemple) et les interférences sont peu documentées. Les normes de rejet des eaux issues du traitement effectués dans les stations gérées par l'ONEA ont été adoptées en 2015 par une loi. Les sites de dépotage de l'ONEA ne reçoivent que les boues de vidange des ménages.</p> <p>Les normes de protection des ressources en eau, à proximité des espaces de captage existent. La police de l'eau doit faire respecter les zones de servitude de ces captages.</p> <p>Nous disposons à l'heure actuelle de peu d'informations sur la représentation effective des autorités et prestataires de l'Assainissement au sein des agences de l'eau (Comités de bassin, CLE, conseils d'administration). Dans la théorie, les 3 collèges représentés au sein des Comités de Bassins et des CLE sont l'Etat, les Collectivités territoriales et les Usagers. Le secteur privé ne fait pas partie des membres. Cependant, l'ONEA est membre du conseil d'administration de l'Agence de l'Eau du Nakambé.</p>
	Hygiene	Finance	2.0	2.0	2.0	2.0	<p>Dans le cadre du financement de l'assainissement et de l'AEP, certains mécanismes permettent de promouvoir l'hygiène (ex: activités connexes de promotion des bons comportements d'hygiène dans les familles sur la conservation de l'eau de boisson, le nettoyage des latrines, le lavage des mains), mais les montants sont marginaux. La DGA possède dans son budget une ligne dédiée à la promotion de l'hygiène et de l'assainissement (émissions-radio, journée mondiale des toilettes, etc.) qui intègre des messages-clés dédiés (ex: sur le lavage des mains ou la gestion des menstrues) mais aucun financement n'est spécifiquement ciblé sur l'hygiène.</p>
		Infrastructure development					
		Infrastructure management					
		Institutional	3.0	3.0	3.0	3.0	<p>La promotion de l'hygiène et de l'assainissement fait partie intégrante des responsabilités confiées aux communes dans le cadre de la décentralisation. Elles doivent donc prendre des textes réglementaires communaux en application du code de l'hygiène public (CHP). L'établissement des approches à utiliser (ATPC, SARAR, PHAST) sont de la responsabilité de la DGA. La promotion de l'hygiène est une responsabilité partagée entre le MEA et le ministère de la santé, qui dispose d'agents dédiés dans les districts sanitaires.</p>
		Learning and Adaptation	2.0	2.0	2.0	2.0	<p>L'hygiène est une partie du PNAEUE qui est suivi, mais en l'absence d'un suivi effectif des indicateurs, l'apprentissage est limité et les plateformes traitent peu de la question à l'échelle nationale. Seuls les forum nationaux constituent un espace d'échanges sur les expériences de terrain (notamment en ce qui concerne la capitalisation des expériences d'ATPC, les approches de promotion de l'hygiène dans les écoles ou les centres de santé), de même que les ateliers de restitution de certaines études (ex: sur le lavage des mains, la gestion des menstrues à l'école, etc.).</p>
		Legislation	4.0	4.0	4.0	3.0	<p>L'hygiène, fait partie du secteur de l'assainissement, qui lui-même repose sur un ensemble de politiques et stratégies sectorielles (politique sectorielle EEA, OSA, SN Gestion de la Filière de l'Assainissement) prenant en compte la promotion de l'hygiène, et intégrées dans la politique du gouvernement (PNDES) et du ministère de la santé (Politique Nationale d'Hygiène Publique - 2004; Stratégie Nationale de Promotion de la Santé - 2014; Politique Nationale en matière d'IEC)</p> <p>Cependant, la Stratégie Nationale de l'Eau, qui intègre l'assainissement (ancienne PNE) n'est pas encore validée et adoptée par le gouvernement. Au niveau juridique, l'hygiène est réglementée par le code de l'hygiène publique (CHP), mais peu de communes ont pris des arrêtés pour son application.</p>
		Monitoring	1.0	1.0	1.0	1.0	<p>Le suivi des indicateurs d'hygiène est censé être assuré dans le cadre du suivi du PNAEUE. Cependant, aucune collecte de données relatives aux comportements en matière d'hygiène dans les ménages n'est effectivement réalisée et les indicateurs ne sont pas renseignés dans le cadre des rapports de performances régionaux et nationaux. Au niveau national, depuis 2010 (enquête DHS), il n'y a pas eu de données collectées à ce sujet, les estimations du JMP sont basées sur cette dernière enquête.</p> <p>En dehors de l'harmonisation des approches de promotions de l'hygiène et de l'assainissement dans les écoles ou les ménages, aucun mécanisme de coordination n'est spécifiquement dédié à l'hygiène. La planification est alignée sur le cadre programmatique de l'assainissement, matérialisé par le PNAEUE.</p>
		Planning	3.0	3.0	3.0	2.0	
		Regulation					
		Water Resource Management					
	WASH in extra-hh settings	Finance	2.0	2.0	2.0	3.7	
		Infrastructure development					
		Infrastructure management					
		Institutional	2.0	2.0	1.5	3.7	
		Learning and Adaptation	2.0	2.0	2.0	2.7	
		Legislation	4.0	4.0	4.0	2.8	
		Monitoring	3.0	3.0	3.0	3.0	
		Planning	2.0	2.0	1.5	3.0	
		Regulation					
		Water Resource Management					

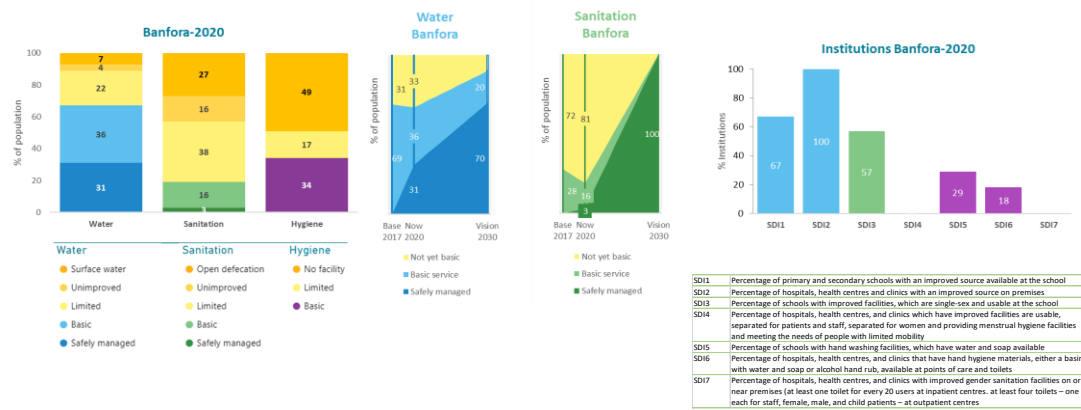
District building blocks

Country	Location	BB category	2017	2018	2019	2020	Narrative
Burkina Faso	Banfora2	Finance	2.1	2.1	2.2	2.9	
		Infrastructure development	2.4	2.4	3.5	3.3	
		Infrastructure management	2.6	2.6	1.8	3.2	
		Institutional	2.8	2.8	3.6	3.5	
		Learning and Adaptation	3.5	3.5	3.6	4.0	
		Legislation	2.7	2.7	3.3	3.7	
		Monitoring	1.6	1.6	2.6	3.2	
		Planning	2.0	2.1	3.9	4.1	
		Regulation	2.0	2.0	3.8	2.6	
		Water Resource Management	3.2	3.2		3.2	

Country	Subsector	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative
---------	-----------	-------------	------	------	------	------	-----------

Service levels

Burkina Faso



National OIS Scoring

Ethiopia

Country	Subsector	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative
Ethiopia	Water	IN1: Political and Financial commitment	53	53	53		
		IN2: Strength Partnership	52	50	50		
		IN4: Strength Service Delivery Models	53	42	42		
		IN5: Strength capacities	29	22	22		
		IN5: Strength capacities	30	25	25	75	
	Sanitation	IN1: Political and Financial commitment	56	58	58	80	
		IN2: Strength Partnership	58	75	75	82	
		IN4: Strength Service Delivery Models	34	30	30	62	
		IN5: Strength capacities	0	25	25	75	
		IN5: Strength capacities	0	58	58	80	
	Hygiene	IN4: Strength Service Delivery Models	0	67	67	82	
		IN5: Strength capacities	0	30	30	62	
		IN5: Strength capacities	0	30	30	62	
	WASH in extra-hh settings	IN1: Political and Financial commitment	46	50	50		
		IN2: Strength Partnership	61	62	62		
IN4: Strength Service Delivery Models		31	42	42			
IN5: Strength capacities		36	38	38			
IN5: Strength capacities		36	38	38			

District OIS Scoring

Ethiopia

Mille

Country	Location	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative
Ethiopia	Mille	ID1: Political and Financial commitment	44	44	44	28	
		ID2: Strength Partnership	53	53	53	70	
		ID4: Strength Service Delivery Models	48	38	33	50	
		ID5: Strength capacities	20	20	20	28	
		ID5: Strength capacities	20	20	20	28	
	South-Ari	ID1: Political and Financial commitment	13	13	13	37	
		ID2: Strength Partnership	53	53	53	77	
		ID4: Strength Service Delivery Models	48	38	38	56	
		ID5: Strength capacities	20	20	20	50	
		ID5: Strength capacities	20	20	20	50	

National building blocks

Ethiopia

Country	Subsector	BB category	2017	2018	2019	2020	Narrative	
Ethiopia	Water	Finance	1.4	1.4	1.4	3.0		
		Infrastructure development	1.6	1.6	1.6	3.0		
		Infrastructure management	1.3	1.3	1.3	3.0		
		Institutional	2.5	2.5	2.5	3.0		
		Learning and Adaptation	1.8	1.8	1.8	3.0		
		Legislation	2.3	2.3	2.3	4.0		
		Monitoring	1.2	1.2	1.2	3.0		
		Planning	1.8	1.8	1.8	4.0		
		Regulation	1.0	1.0	1.0	2.0		
		Water Resource Management	1.7	1.7	1.7	3.0		
		Sanitation	Finance	4.0	4.0	4.0	3.0	
			Infrastructure development	4.0	4.0	4.0	2.0	
			Infrastructure management	1.0	1.0	1.0	2.0	
			Institutional	4.0	4.0	4.0	3.0	
			Learning and Adaptation	3.0	3.0	3.0	4.0	
	Legislation		4.0	4.0	4.0	4.0		
	Monitoring		3.0	3.0	3.0	2.0		
	Planning		3.0	3.0	3.0	4.0		
	Regulation		0.0	0.0	0.0	2.0		
	Water Resource Management		3.0	3.0	3.0	2.0		
	Hygiene		Finance				3.0	
			Infrastructure development					
			Infrastructure management					
			Institutional				3.0	
			Learning and Adaptation				4.0	
		Legislation				4.0		
		Monitoring				3.0		
		Planning				4.0		
		Regulation						
		Water Resource Management						
WASH in extra-hh settings		Finance	2.0	2.0	2.0	3.0		
		Infrastructure development						
		Infrastructure management						
		Institutional	2.5	2.5	2.5	3.0		
		Learning and Adaptation	2.5	2.5	2.5	3.0		
	Legislation	3.0	3.0	3.0	4.0			
	Monitoring	3.0	3.0	3.0	3.0			
	Planning	2.0	2.0	2.0	4.0			
	Regulation							
	Water Resource Management							

District building blocks

Ethiopia

Country	Location	BB category	2017	2018	2019	2020	Narrative	
Ethiopia	Mille	Finance	2.2	2.2	1.6	1.6		
		Infrastructure development	2.8	2.8	1.3	2.5		
		Infrastructure management	2.3	2.3	1.0	2.5		
		Institutional	2.8	2.8	1.8	1.8		
		Learning and Adaptation	1.8	1.8		3.0		
		Legislation	1.3	1.3	2.0	3.5		
		Monitoring	1.3	1.3	1.8	2.3		
		Planning	1.6	1.6	1.3	3.5		
		Regulation	1.0	1.0		2.0		
		Water Resource Management	1.0	1.0		1.8		
		South-Ari	Finance	2.2	2.2	1.8	1.8	
			Infrastructure development	1.0	1.0	1.5	2.5	
			Infrastructure management	2.3	2.3	1.1	2.5	
			Institutional	2.5	2.5	2.2	1.8	
			Learning and Adaptation	1.0	1.0		3.0	
	Legislation		1.7	1.7	1.4	3.5		
	Monitoring		1.5	1.5	1.8	2.0		
	Planning		1.6	1.6	1.6	3.5		
	Regulation		1.0	1.0		2.0		
	Water Resource Management		1.2	1.2		2.0		

Country	Subsector	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative
Ethiopia	Service levels	Ethiopia					



National QIS Scoring

Ghana

Country	Subsector	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative
Ghana	Water	IN1: Political and Financial commitment	50	78	62	77	Narrative: The highest national executive continue to be committed to national targets and tge SDGs. Many of the national targets and indicators are aligned with the SDGs and other targets. The ministry continues to revise its National Water policy to respond to the SDG targets. With the outbreak of the COVID 19 WASH issues became more pronounced and the national executives increased financing for WASH. The water bills for the citizens was waived by Government from April-December 2020. It is still unclear if the investment is adequate to meet the set targets.
		IN2: Strength Partnership	48	67	55	58	
		IN4: Strength Service Delivery Models	55	55	58	62	
		IN5: Strength capacities	50	50	80	80	
		IN5: Strength capacities	50	50	80	80	
	Sanitation	IN1: Political and Financial commitment	55	78	64	73	Narrative: With the outbreak of the COVID 19 WASH issues became more pronounced and the national executives increased financing for WASH. The MSWR has been leading to clean major cities, markets and public spaces and disinfecting them as well. Private sector involvement has been encouraged to bring in additional funds to deal with the sanitation challenge. Narrative: The sanitation subsector has been working to set up a sanitation authority, however, this has been delayed. In the meantime, there continues to be a struggle as to whether to continue with decentralised sanitation delivery or to centralise efforts into an authority for improve sanitation service delivery. The role of private sector in the sanitation subsector continues to increase.
		IN2: Strength Partnership	53	67	55	60	
		IN4: Strength Service Delivery Models	55	62	52	61	
		IN5: Strength capacities	80	80	80	80	
		IN5: Strength capacities	80	80	80	80	
	Hygiene	IN1: Political and Financial commitment	53	78	59	77	Narrative: With the outbreak of the COVID 19 pandemic WASH issues became more pronounced and the national executives increased financing for WASH. The government has provided hand washing stations in all public buildings to promote hand hygiene. DP and CSOs have also supported in investing in hygiene infrastructure and supplies in the country. Private sector involvement has been encouraged to bring in additional funds to deal with the challenge. Narrative: As hygiene is cross cutting, the MSWR sets those aligned with the water and sanitation, while MoH and MoE set standards and guides to the specific areas. With the outbreak of COVID 19 pandemic, the MSWR and MoH have been working closely to to promote the hygiene guidelines and protocols. Th pandemic however exposed the need for further clarity in the roles and collaboration required. Narrative: Hygiene is not also treated as a stand alone sub-sector, and are managed along the SDMs for water and Sanitation. In 2020, there has been heightened awareness and streamlining of guidelines and strategies . The sector actors base their policies and Implementation strategies
		IN2: Strength Partnership	50	63	48	63	
		IN4: Strength Service Delivery Models	50	50	48	63	
		IN5: Strength capacities	80	80	80	80	
		IN5: Strength capacities	80	80	80	80	
WASH in extra-hh settings	IN1: Political and Financial commitment					Narrative: Capacity assessments for Government is carried out according to the statutes for the public service commission and the local government service. Based on the assessments, the management of the institutions prepare plans and are responsible for coordinating the training with specified entities such as GIMPA, ILGS, CSTC NCTI etc. Some DPS provide resources for project specific training or issues either in-country or abroad.	
	IN2: Strength Partnership						
	IN4: Strength Service Delivery Models						
	IN5: Strength capacities						
	IN5: Strength capacities						

District QIS Scoring

Ghana

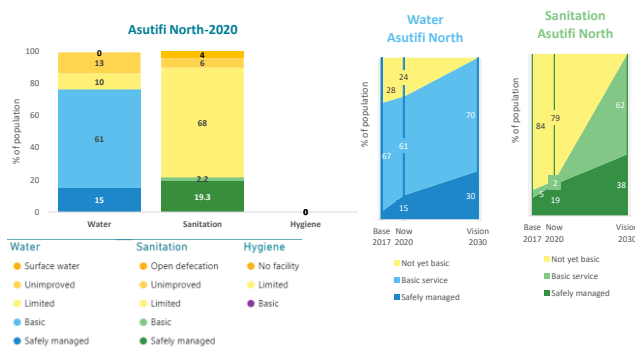
Asutifi North

Country	Location	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative
Ghana	Asutifi North	ID1: Political and Financial commitment	45	80	80	80	Narrative: The district leadership led by the District Chief Executive have shown strong government buy-in demonstrated in co-investments by the district in the provision of water infrastructure and regular engagements with citizens on the progress of the masterplan implementation. Narrative: The operational agreement signed by partners with the district assembly informed by the shared WASH masterplan is enabling the local government to coordinate the partnership and its activities to ensure alignment with the masterplan and holistic strengthening of the WASH system in the district. Narrative: Joint development and implementation of the masterplan by stakeholders is enabling the application of different delivery models/technologies to provide WASH services to unserved and underserved populations in the district. Narrative: The district assembly and partners are committed to jointly develop a capacity plan to harmonise all ongoing capacity support efforts to address the gaps in the district WASH delivery system
		ID2: Strength Partnership	38	87	78	78	
		ID4: Strength Service Delivery Models	60	75	60	60	
		ID4: Strength Service Delivery Models	52	38	69	69	
		ID5: Strength capacities					

Country	Subsector	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative
National building blocks			Ghana				
Country	Subsector	BB category	2017	2018	2019	2020	Narrative
Ghana	Water	Finance	4.0	4.0	3.6	3.6	
		Infrastructure development	3.6	3.6	3.0	3.0	
		Infrastructure management	3.3	3.3	2.3	2.3	
		Institutional	3.5	3.5	3.8	3.8	
		Learning and Adaptation	3.3	3.3	3.4	3.4	
		Legislation	3.5	3.5	3.5	3.5	
		Monitoring	3.4	3.0	2.5	2.5	
		Planning	3.6	3.6	3.4	3.4	
		Regulation	3.0	3.0	3.5	3.5	
		Water Resource Management	3.3	3.3	3.3	3.3	
	Sanitation	Finance	3.4	3.4	3.5	3.5	
		Infrastructure development	3.0	3.0	3.6	3.6	
		Infrastructure management	2.5	2.5	2.9	2.9	
		Institutional	3.5	3.5	3.4	3.4	
		Learning and Adaptation	2.5	2.5	2.9	2.9	
		Legislation	4.0	4.0	3.5	3.5	
		Monitoring	2.2	2.2	1.1	1.1	
		Planning	3.0	3.0	3.4	3.4	
		Regulation	3.0	3.0	2.8	2.8	
		Water Resource Management	3.3	3.3	2.8	2.8	
	Hygiene	Finance	3.0	3.0	2.0	2.0	
		Infrastructure development					
		Infrastructure management					
		Institutional	3.0	3.0	3.0	3.0	Responsibility for hygiene is within multi ministries and agencies. The role is shared with the Ministry of Sanitation and Water Resources, Ministry of Health and Ministry of Local Government and Rural Development and the Ghana Education Service - Schools Hygiene Education Programme (SHEP)
		Learning and Adaptation	4.0	4.0	4.0	3.0	There are various Schools of Hygiene that train practitioners for the districts and the sector
		Legislation	4.0	4.0	3.0	3.0	National Policy exists to guide various aspects in the various ministries: Health - https://www.ghanahelthservice.org/downloads/National_Policy_and_Guidelines%20for_Infection_Prevention_and_Control_in_Health_Care_Settings_2015.pdf ; Education: https://www.washghana.net/sites/default/files/Ghana+Education+Service+WASH+in+Schools+National+Implementation+Mo+del.pdf ; MSWR - http://www.migrd.gov.gh/ctn-media/filer_public/16/75/1675348f-d55a-45b1-aeed-a5d1da4fe8d0/environmental_sanitation_policy.pdf
		Monitoring	4.0	4.0	2.0	2.0	The monitoring platform has not been rolled out, hence the monitoring data is not updated. It appears that the BASIS developed in conjunction with Unicef will also not be fully scaled, there is no clarity on the next steps. For now Monitoring data for the national and international reporting is done through a series of surveys (MICS, etc)
		Planning	4.0	4.0	3.0	3.0	There are interministerial platforms and working groups on Sanitation, hygiene and disease control for achieving national targets and responding to emergencies
		Regulation					
		Water Resource Management					
	WASH in extra-hh settings	Finance	3.0	3.0			
		Infrastructure development					
		Infrastructure management					
		Institutional	2.0	2.0			
		Learning and Adaptation	3.0	3.0			
		Legislation	5.0	5.0			
		Monitoring	4.0	4.0			
		Planning	5.0	5.0			
		Regulation					
		Water Resource Management					

District building blocks			Ghana				District Score
Country	Location	BB category	2017	2018	2019	2020	Narrative
Ghana	Asutifi North	Finance	3.6	3.6	2.5	3.4	
		Infrastructure development	2.7	2.7	3.5	4.0	
		Infrastructure management	1.5	1.5	2.8	4.0	
		Institutional	3.6	3.7	3.4	3.7	
		Learning and Adaptation	2.0	2.0	2.1	3.6	
		Legislation	3.1	3.1	3.0	3.3	
		Monitoring	1.0	1.0	3.1	3.2	
		Planning	3.1	3.1	3.6	3.7	
		Regulation	5.0	5.0	3.0	3.3	
		Water Resource Management	5.0	5.0		1.6	

Service levels



National QIS Scoring			Honduras				
Country	Subsector	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative
Honduras	Water	IN1: Political and Financial commitment	52	52	60	63	The commission created for the issue of political advocacy, had the first achievement in obtaining the support of some of the Deputies of the National Congress to support the WASH sector.
		IN2: Strength Partnership	61	61	61	64	There has been progress in 2020, funds have been obtained for the continuation of the PTSP secretariat, in addition, the Spanish cooperation joined PTSP.
		IN4: Strength Service Delivery Models	62	62	62	63	CONASA and ERSAPS continue to actively participate in all activities for the implementation of the roadmap by PTSP partners.
		IN5: Strength capacities	47	48	56	56	There were no changes
		IN1: Political and Financial commitment	47	47	48	51	The commission created for the issue of political advocacy, had the first achievement in obtaining the support of some of the Deputies of the National Congress to support the WASH sector.
Sanitation	IN2: Strength Partnership	IN2: Strength Partnership	60	60	60	63	Although there has been progress, less importance has been given to sanitation, the focus has been more on water.
		IN4: Strength Service Delivery Models	58	58	62	63	CONASA and ERSAPS continue to actively participate in all activities for the implementation of the roadmap by PTSP partners.
		IN5: Strength capacities	38	38	42	42	There were no changes
Hygiene	IN1: Political and Financial commitment	IN1: Political and Financial commitment	43	43	47	47	Campaigns for hand washing were carried out for COVID, not because there is a political and financial commitment.
		IN2: Strength Partnership	55	55	60	63	There has been progress in 2020, funds have been obtained for the continuation of the PTSP secretariat, in addition, the Spanish cooperation joined PTSP.
		IN4: Strength Service Delivery Models	58	58	62	62	There were no changes
		IN5: Strength capacities	43	43	42	42	There were no changes
		IN1: Political and Financial commitment	43	43	45	45	With COVID, the lack of adequate service in health centers and schools was evidenced.
WASH in extra-hh settings	IN2: Strength Partnership	IN2: Strength Partnership	55	55	60	60	There were no changes
		IN4: Strength Service Delivery Models	58	58	62	60	There were no changes
		IN5: Strength capacities	40	40	42	42	There were no changes

Country	Subsector	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative	
District QIS Scoring		Honduras	(Multiple Items) Score					
Country	Location	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative	
Honduras	Camasca	ID1: Political and Financial commitment	57	57	60	60		
		ID2: Strength Partnership	62	62	57	57		
		ID4: Strength Service Delivery Models	43	43	55	55		
		ID5: Strength capacities	39	39	47	47		
		ID3: Strength capacities	49	49	53	53		
	Candelaria	ID1: Political and Financial commitment	50	50	40	40	There were no changes	
		ID2: Strength Partnership	42	50	53	53	There were no changes	
		ID4: Strength Service Delivery Models	43	43	55	55	There were no changes	
		ID5: Strength capacities	39	39	33	33	There were no changes	
		ID3: Strength capacities	49	49	53	53	There were no changes	
	Chinda	ID1: Political and Financial commitment	35	35	40	40	There were no changes	
		ID2: Strength Partnership	42	42	53	53	There were no changes	
		ID4: Strength Service Delivery Models	43	43	55	55	There were no changes	
		ID5: Strength capacities	39	39	33	33	There were no changes	
		ID3: Strength capacities	49	49	53	53	There were no changes	
	Colomoncagua	ID1: Political and Financial commitment	40	40	40	40	There were no changes	
		ID2: Strength Partnership	42	50	53	53	There were no changes	
		ID4: Strength Service Delivery Models	43	43	55	55	There were no changes	
		ID5: Strength capacities	39	39	33	33	There were no changes	
		ID3: Strength capacities	49	49	53	53	There were no changes	
	Dolores	ID1: Political and Financial commitment	75	75	60	60	There were no changes	
		ID2: Strength Partnership	62	62	68	68	There were no changes	
		ID4: Strength Service Delivery Models	60	60	66	66	There were no changes	
		ID5: Strength capacities	60	63	47	49	Due to COVID only webinars were made	
		ID3: Strength capacities	68	68	75	75	There were no changes	
	El Negrito	ID1: Political and Financial commitment	62	62	68	68	There were no changes	
		ID2: Strength Partnership	60	60	66	66	There were no changes	
		ID4: Strength Service Delivery Models	60	63	70	71	Due to COVID only webinars were made	
		ID5: Strength capacities	55	55	60	60	There were no changes	
		ID3: Strength capacities	42	50	57	57	There were no changes	
	Erandique	ID1: Political and Financial commitment	43	43	55	55	There were no changes	
		ID2: Strength Partnership	39	53	47	47	There were no changes	
		ID4: Strength Service Delivery Models	50	50	40	40	There were no changes	
		ID5: Strength capacities	42	50	53	53	There were no changes	
		ID3: Strength capacities	43	43	55	55	There were no changes	
	Gualcinse	ID1: Political and Financial commitment	43	43	55	55	There were no changes	
		ID2: Strength Partnership	39	39	33	33	There were no changes	
		ID4: Strength Service Delivery Models	65	65	75	75	There were no changes	
		ID5: Strength capacities	62	62	68	68	There were no changes	
		ID3: Strength capacities	60	60	66	66	There were no changes	
	Jesus de Otoro	ID1: Political and Financial commitment	60	63	70	71	Due to COVID only webinars were made	
		ID2: Strength Partnership	38	38	60	60	There were no changes	
		ID4: Strength Service Delivery Models	42	42	57	57	There were no changes	
		ID5: Strength capacities	43	43	55	55	There were no changes	
		ID3: Strength capacities	39	53	47	49	Due to COVID only webinars were made	
	Marcala	ID1: Political and Financial commitment	0	0			There were no changes	
		ID2: Strength Partnership	42	42			There were no changes	
		ID4: Strength Service Delivery Models	43	43			There were no changes	
		ID5: Strength capacities	39	53			There were no changes	
		ID3: Strength capacities	37	37	40	40	There were no changes	
Opaloro	ID1: Political and Financial commitment	42	50	53	53	There were no changes		
	ID2: Strength Partnership	43	43	55	55	There were no changes		
	ID4: Strength Service Delivery Models	43	43	55	55	There were no changes		
	ID5: Strength capacities	39	39	33	33	There were no changes		
	ID3: Strength capacities	53	53	40	40	There were no changes		
Piraera	ID1: Political and Financial commitment	42	50	53	53	There were no changes		
	ID2: Strength Partnership	43	43	55	55	There were no changes		
	ID4: Strength Service Delivery Models	43	43	55	55	There were no changes		
	ID5: Strength capacities	39	39	33	33	There were no changes		
	ID3: Strength capacities	53	53	40	40	There were no changes		
San Andrés	ID1: Political and Financial commitment	42	50	53	53	There were no changes		
	ID2: Strength Partnership	43	43	55	55	There were no changes		
	ID4: Strength Service Delivery Models	43	43	55	55	There were no changes		
	ID5: Strength capacities	39	39	33	33	There were no changes		
	ID3: Strength capacities	68	68	75	75	There were no changes		
San Antonio de Cortés	ID1: Political and Financial commitment	62	62	68	68	There were no changes		
	ID2: Strength Partnership	60	60	66	66	There were no changes		
	ID4: Strength Service Delivery Models	60	63	70	73	Due to COVID only webinars were made		
	ID5: Strength capacities	50	50	40	40	There were no changes		
	ID3: Strength capacities	62	62	53	53	There were no changes		
San Matias	ID1: Political and Financial commitment	60	60	55	55	There were no changes		
	ID2: Strength Partnership	60	63	33	33	There were no changes		
	ID4: Strength Service Delivery Models	50	50	40	40	There were no changes		
	ID5: Strength capacities	50	50	40	40	There were no changes		
	ID3: Strength capacities	42	42	53	53	There were no changes		
Trojes	ID1: Political and Financial commitment	42	42	53	53	There were no changes		
	ID2: Strength Partnership	43	43	55	55	There were no changes		
	ID4: Strength Service Delivery Models	43	43	55	55	There were no changes		
	ID5: Strength capacities	39	39	30	33	There were no changes		
	ID3: Strength capacities	50	50	40	40	There were no changes		

National building blocks		Honduras	National Score					
Country	Subsector	BB category	2017	2018	2019	2020	Narrative	
Honduras	Water	Finance	1.8	2.2	2.2	2.2	There have been no changes, the score is maintained.	
		Infrastructure development	4.2	4.2	3.8	3.8	No changes	
		Infrastructure management	2.8	2.8	3.0	3.0	In SIASAR the data are found, but they aren't updated.	
		Institutional	2.8	2.8	2.4	3.5	There have been no changes, the score is maintained.	
		Learning and Adaptation	2.5	3.3	3.3	4.0	En PTPS se ha tratado las diferentes experiencias de los socios en agua potable.	
		Legislation	4.5	4.5	3.8	3.8	There have been no changes, the score is maintained.	
		Monitoring	2.8	2.8	2.4	2.4	The information is not up-to-date, and there is no data on the urban area.	
		Planning	2.4	3.4	2.2	3.0	There is a National Plan (PLANASA), however there are no resources for implementation. The plan is scheduled to update in 2021.	
		Regulation	3.7	3.7	3.3	3.0	Score is the same as in the initial year	
		Water Resource Management	3.0	3.0	2.7	2.7	There is no updated data	
		Sanitation	Finance	1.8	1.8	2.2	2.2	There have been no changes, the score is maintained.
			Infrastructure development	4.0	4.0	3.8	3.8	No changes
			Infrastructure management	3.0	3.0	2.8	2.8	In SIASAR the data are found, but they aren't updated.
			Institutional	2.5	2.5		2.5	There have been no changes, the score is maintained.
			Learning and Adaptation	2.5	2.0	2.7	3.0	En PTPS se ha tratado las diferentes experiencias de los socios en saneamiento, además existe una comité de saneamiento que se había activado al inicio del año, pero por el COVID se han suspendido las reuniones.
	Legislation		4.0	4.0	3.8	3.8	There have been no changes, the score is maintained.	
	Monitoring		1.6	1.6	2.4	2.4	Some municipalities have not updated information since 2012	
	Planning		2.4	3.4	3.4	3.4	There is a National Plan (PLANASA), however there are no resources for implementation. The plan is scheduled to update in 2021.	
	Regulation		3.0	3.0		3.0	Score is the same as in the initial year	
	Hygiene	Water Resource Management	3.0	3.0	2.7	2.7	There is no updated data	
		Finance	1.5	1.5	2.0	2.0	There have been no changes, the score is maintained.	
		Infrastructure development						
		Infrastructure management						
		Institutional	2.5	2.5	2.0	2.0	There have been no changes, the score is maintained.	
		Learning and Adaptation	2.0	2.0	2.0	3.0	Se ha incluido el tema de higiene en PTPS que sería la única plataforma para learning and adaptation, donde se encuentran ONGs, Instituciones gubernamentales y AECID.	
		Legislation	3.5	3.5	2.0	2.0	There have been no changes, the score is maintained.	
		Monitoring	1.5	1.5	1.0	1.0	Some municipalities have not updated information since 2012	
		Planning	2.0	2.0	2.0	2.0	There is a National Plan (PLANASA), however there are no resources for implementation. The plan is scheduled to update in 2021.	
		Regulation						
		WASH in extra-hh settings	Water Resource Management					
Finance			2.0	2.0	1.0	1.0	There is no financial mechanism.	
Infrastructure development								
Infrastructure management								
Institutional			3.0	3.0	3.0			
Learning and Adaptation	2.0		2.0	1.0	4.0	Se ha incluido el tema de school WASH en PTPS que sería la única plataforma para learning and adaptation, donde se encuentran ONGs, Instituciones gubernamentales y AECID.		
Legislation	2.0		2.0	2.0				
Monitoring	2.0		2.0	2.0	2.0	The information is not up-to-date, and there is no data on the urban area.		
Planning	2.0		2.0	2.0	3.0	There is a National Plan (PLANASA), however there are no resources for implementation. The plan is scheduled to update in 2021.		
Regulation								
Water Resource Management								

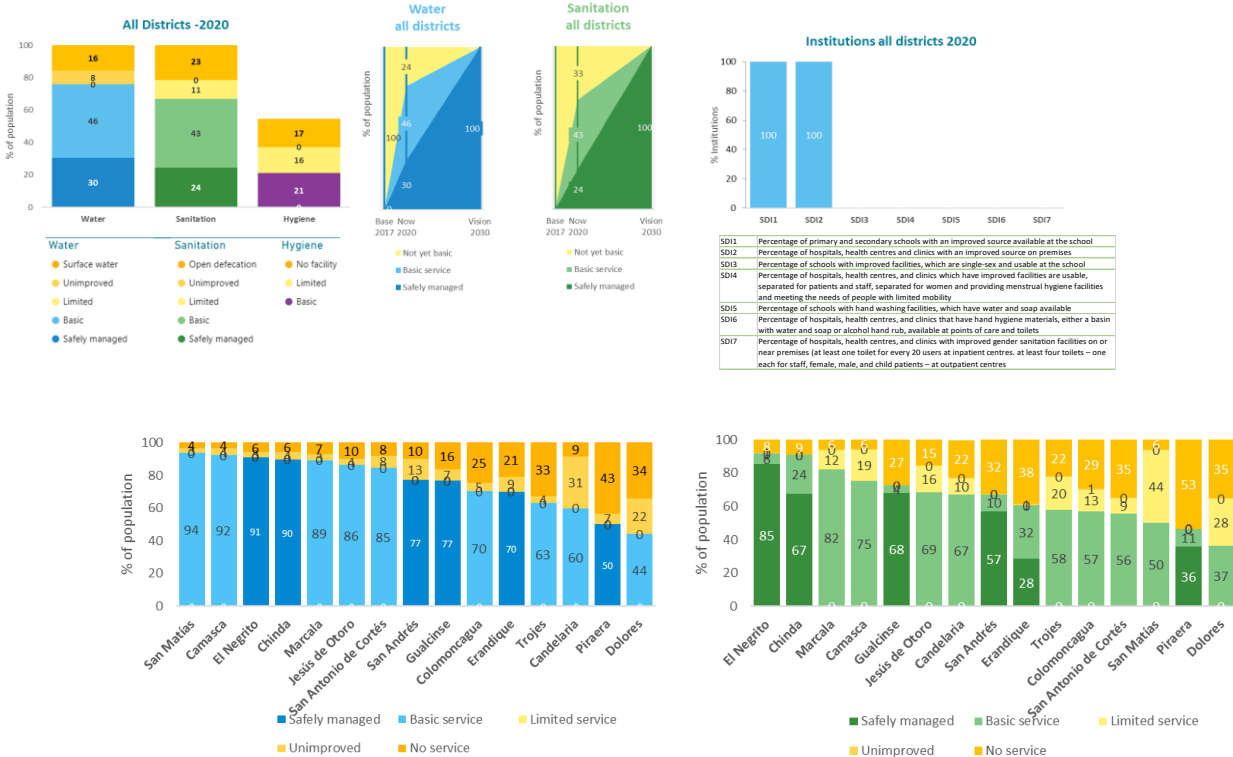
District building blocks		Honduras	District Score				
Country	Location	BB category	2017	2018	2019	2020	Narrative
Honduras	Camasca	Finance	2.8	3.0	2.7	2.5	
		Infrastructure development	4.7	4.7	3.5	4.4	
		Infrastructure management	2.3	2.7	3.0	2.7	
		Institutional	3.8	3.8	2.7	3.1	
		Learning and Adaptation	1.2	1.2	1.9	1.6	
		Legislation	4.3	4.3	2.3	4.3	
		Monitoring	3.8	3.8	3.2	3.5	
		Regulation					

Country	Subsector	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative
Honduras	Camasca	Planning	1.0	2.3	3.4	4.2	
		Regulation	2.5	2.5	1.3	2.5	
	Candelaria	Water Resource Management	2.8	2.8	2.4	2.8	
		Finance	1.0	1.8	1.2		
		Infrastructure development	4.5	4.5	3.5		
		Infrastructure management	1.8	1.8	2.3		
		Institutional	1.2	1.2	1.8		
		Learning and Adaptation	1.0	1.8	1.9		
		Legislation	3.7	3.7	2.3		
		Monitoring	3.5	3.5	3.2		
		Planning	2.8	3.5	2.7		
		Regulation	1.3	1.3	1.0		
	Chinda	Water Resource Management	2.8	2.8	2.2		
		Finance	1.4	1.4	1.8	2.0	
		Infrastructure development	4.2	4.2	3.5	4.0	
		Infrastructure management	2.5	2.5	3.0		
		Institutional	1.7	1.7	2.1	1.5	
		Learning and Adaptation	1.0	1.8	1.9	2.0	
		Legislation	5.0	5.0	2.7	2.7	
		Monitoring	4.5	4.5	4.9	4.3	
		Planning	1.8	1.8	2.3	1.8	
		Regulation	1.5	1.5	2.0	1.5	
	Colomoncagua	Water Resource Management	2.8	2.8	2.4	2.8	
		Finance	1.0	1.8	1.2		
		Infrastructure development	4.2	4.2	3.5		
		Infrastructure management	1.8	1.8	2.8		
		Institutional	1.2	1.2	1.8		
		Learning and Adaptation	1.0	1.8	1.9		
		Legislation	1.3	1.3	2.3		
		Monitoring	3.5	3.5	3.2		
		Planning	1.8	3.9	2.7		
		Regulation	1.3	1.3	1.0		
	Dolores	Water Resource Management	2.6	2.6	2.2		
		Finance	3.4	3.2	2.8	3.0	
		Infrastructure development	4.7	4.7	3.5	4.8	
		Infrastructure management	2.3	2.7	3.0	2.7	
		Institutional	4.3	4.3	2.6	3.3	
		Learning and Adaptation	4.3	4.3	1.9	1.4	
		Legislation	4.3	4.3	2.3	2.3	
		Monitoring	1.0	1.8	1.0	1.0	
		Planning	1.8	1.8	3.0	1.8	
		Regulation	1.8	1.8	1.0	1.8	
	El Negrito	Water Resource Management	3.0	3.0	2.2	3.0	
		Finance	2.6	3.4	3.0	3.0	
		Infrastructure development	4.5	4.5	3.5	4.5	
		Infrastructure management	3.3	3.4	3.8	3.3	
		Institutional	1.3	1.4	2.8	4.0	
		Learning and Adaptation	1.2	1.4	2.1	1.4	
		Legislation	5.0	5.0	3.0	5.0	
		Monitoring	4.9	4.9	4.9	4.9	
		Planning	4.2	4.2	3.0	5.0	
		Regulation	3.5	3.5	2.3	3.5	
	Erándique	Water Resource Management	3.0	3.0	2.8	4.0	
		Finance	1.4	1.8	1.5		
		Infrastructure development	4.3	4.3	3.5		
		Infrastructure management	2.0	2.2	2.8		
		Institutional	1.3	1.4	1.7		
		Learning and Adaptation	1.1	1.8	1.9		
		Legislation	4.8	4.8	2.3		
		Monitoring	3.5	3.5	3.2		
		Planning	3.9	3.9	2.7		
		Regulation	1.3	1.3	1.0		
	Gualcince	Water Resource Management	2.6	2.6	2.2		
		Finance	1.2	1.2	1.2		
		Infrastructure development	4.3	4.3	3.5		
		Infrastructure management	1.8	1.8	2.3		
		Institutional	1.8	1.8	2.1		
		Learning and Adaptation	1.0	1.8	1.9		
		Legislation	3.7	3.7	2.3		
		Monitoring	3.5	3.5	3.1		
		Planning	3.9	3.9	2.7		
		Regulation	1.3	1.3	1.0		
	Jesus de Otoro	Water Resource Management	2.6	2.6	2.2		
		Finance	2.8	2.8	3.0		
		Infrastructure development	4.7	4.7			
		Infrastructure management	2.8	2.8			
		Institutional	2.8	2.8			
		Learning and Adaptation	1.2	1.2	2.0		
		Legislation	5.0	5.0			
		Monitoring	3.2	3.2	1.0		
		Planning	4.5	4.5	2.0		
		Regulation	3.3	3.3			
	Marcala	Water Resource Management	3.2	3.2			
		Finance	1.8	2.0	1.8	1.8	
		Infrastructure development	4.5	4.5	3.5	4.5	
		Infrastructure management	2.0	2.3	2.8	2.0	
		Institutional	2.2	2.2	2.2	2.4	
		Learning and Adaptation	1.0	1.8	1.9	1.0	
		Legislation	2.7	2.7	2.3	2.7	
		Monitoring	2.9	2.9	3.8	4.0	
		Planning	1.0	1.8	3.0	1.0	
		Regulation	1.3	1.3	1.5	1.3	
	Opatoro	Water Resource Management	2.8	2.7	2.4	2.8	
		Finance	2.5				
		Infrastructure development					
		Infrastructure management		2.5			
		Institutional		2.0			
		Learning and Adaptation					
		Legislation					
		Monitoring					
Planning							
Regulation							
Piraera	Water Resource Management						
	Finance	1.4	1.4	1.5			
	Infrastructure development	4.3	4.3	3.5			
	Infrastructure management	1.8	1.8	2.3			
	Institutional	1.2	1.2	1.8			
	Learning and Adaptation	1.0	1.8	1.9			
	Legislation	3.7	3.7	2.3			
	Monitoring	3.5	3.5	3.1			
	Planning	3.9	3.9	2.7			
	Regulation	1.3	1.3	1.0			
San Andrés	Water Resource Management	2.6	2.6	2.2			
	Finance	1.0	1.8	1.2			
	Infrastructure development	4.5	4.5	3.5			
	Infrastructure management	1.8	1.8	2.3			
	Institutional	1.2	1.2	1.8			
	Learning and Adaptation	1.0	1.8	1.9			
	Legislation	3.7	3.7	2.3			
	Monitoring	3.5	3.5	3.1			
	Planning	3.9	3.9	2.7			
	Regulation	1.3	1.3	1.0			
San Antonio de Cortés	Water Resource Management	2.6	2.6	2.2			
	Finance	2.6	3.4	3.7	4.0		
	Infrastructure development	4.7	4.7	3.5	4.7		
	Infrastructure management	3.3	3.4		3.3		
	Institutional	1.3	1.4	2.8	3.0		
	Learning and Adaptation	1.2	1.2	2.1	1.3		
Legislation	5.0	5.0	3.0	5.0			
Monitoring	4.9	4.9	4.8	5.0			

Country	Subsector	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative
Honduras	San Antonio de Cortés	Planning	4.2	4.2	3.0	5.0	
		Regulation	3.5	3.5	2.3	3.5	
		Water Resource Management	3.0	3.0	3.0	3.0	
	San Matias	Finance	1.6	1.6	1.5		
		Infrastructure development	4.7	4.7	3.5		
		Infrastructure management	2.3	2.3	2.5		
		Institutional	1.2	1.2	1.8		
		Learning and Adaptation	1.1	1.1	1.9		
		Legislation	2.7	2.7	2.3		
		Monitoring	3.9	3.9	3.3		
	Trojes	Planning	1.8	1.8	2.3		
		Regulation	1.8	1.8	1.0		
		Water Resource Management	3.0	3.0	2.4		
		Finance	1.3	1.3	1.5		
		Infrastructure development	4.0	4.0	3.5		
		Infrastructure management	1.8	1.8	2.3		
		Institutional	1.9	1.9	2.1		
		Learning and Adaptation	1.0	1.0	1.9		
		Legislation	3.0	3.0	2.3		
		Monitoring	2.8	2.8	3.2		
	Planning	1.0	1.0	2.3			
	Regulation	1.3	1.3	1.0			
	Water Resource Management	2.6	2.6	2.2			

Service levels

Honduras



National QIS Scoring

India

Country	Subsector	Description	2019
India	Water	IN1: Political and Financial commitment	
		IN2: Strength Partnership	
		IN4: Strength Service Delivery Models	
		IN5: Strength capacities	
	Sanitation	IN1: Political and Financial commitment	
		IN2: Strength Partnership	
		IN4: Strength Service Delivery Models	
		IN5: Strength capacities	
	Hygiene	IN1: Political and Financial commitment	
		IN2: Strength Partnership	
		IN4: Strength Service Delivery Models	
		IN5: Strength capacities	
WASH in extra-hh settings	IN1: Political and Financial commitment		
	IN2: Strength Partnership		
	IN4: Strength Service Delivery Models		
	IN5: Strength capacities		

Narrative
National level Building blocks not undertaken

District QIS Scoring

India

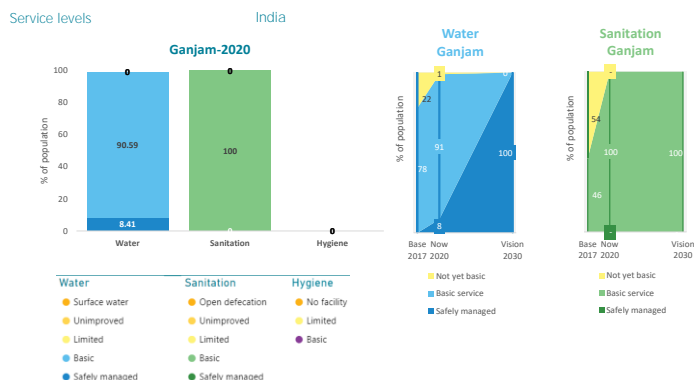
Ganjam

Country	Location	Description	2017	2018	2019
India	Ganjam	ID1: Political and Financial commitment			
		ID2: Strength Partnership			
		ID4: Strength Service Delivery Models			
		ID5: Strength capacities			

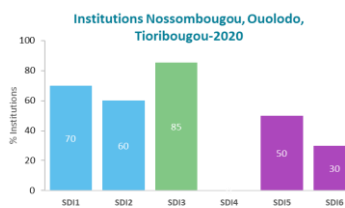
Narrative
QIS not done in India

Country	Subsector	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative
National building blocks		India					
Country	Subsector	BB category	2017	2018	2019	2020	Narrative
India	Water	Finance	3.0	3.0		3.5	A national flagship was launched in 2019, this has renewed interest in water supply post SBM. This has been essentially towards CapEx. O&M is expected to be covered by unfilled funds available to the local governments or through tariffs. For water security, local govts with line depts are expected to use convergence. However this area continues to be a challenge. There needs to be more focus on Direct Support - that is human resource and monitoring to ensure sustainable services.
		Infrastructure development	2.8	2.8		2.8	The infrastructure is noted, as a measure for financial monitoring and to capture physical coverage. It does not capture the physical status or slippage.
		Infrastructure management	1.5	1.5		2.0	The infrastructure is noted, as a measure for financial monitoring and to capture physical coverage. It does not capture the physical status or slippage.
		Institutional	3.5	3.5		3.5	There is a small number of staff in the Ministry. They are supported by a PMU supported by an external agencies. While this is helpful for delivering the JM, to ensure the services are ongoing and the states have the support from the Ministry for this, the capacities at the ministry level need to be strengthened.
		Learning and Adaptation	2.8	2.8		3.5	The program guidelines, monitoring manuals, MIS and other relevant documents are available online for public viewing. For active deliberations, there are separate networks for water quality related challenges which are NGO led.
		Legislation	3.5	3.5		4.0	Article 14 that is Right to life of the Constitutional of India encompasses right to water and sanitation.
		Monitoring	2.6	2.6		3.0	There are departments in Ministry responsible to support the delivery of water and sanitation services. These have guidelines at the national level, both for urban and rural settings.
		Planning	3.0	3.0		3.0	In urban setting performance of the ULBs in monitored in the SLBs annually. There is physical and financial monitoring in the case of rural settings.
		Regulation	2.3	2.3		2.5	Consultations with State govts and certain NGOs are done by the Ministry. Some of NGOs take this up with larger sector players through different platforms.
		Water Resource Management	2.7	2.7		3.5	Limited. The Right to Information Act is there, however there is hesitance to use this. Also, mechanisms like Social Audits are not used.
	Sanitation	Finance	3.0	3.0		3.0	The guidelines propose adequate attention to water source sustainability to ensure water security. The govt has taken initiatives like the Jal Shakti Abhiyan to ensure water conservation. In 2019, the ministry of water resources and drinking water and sanitation were clubbed to ensure integrated planning and implementation.
		Infrastructure development	3.2	3.2		3.2	There has been a focus CapEx under the SBM and SBM-II, the O&M is expected to be taken up by HH. The CapManEx is taken into account in urban areas, this is expected to be taken up in SBM-II in rural areas. There needs to be attention given on human resources to ensure there are adequate staff to ensure planning, monitoring for safe and sustainable sanitation services.
		Infrastructure management	2.3	2.3		2.3	Under SBM there infrastructure created was geo-tagged. This is not updated from time to time and does not capture the physical state of the asset.
		Institutional	3.5	3.5		3.5	Under SBM there infrastructure created was geo-tagged. This is not updated from time to time and does not capture the physical state of the asset.
		Learning and Adaptation	2.5	2.5		3.5	There were various positions for (time bound) consultants in Project Management Units (PMU) as SBM was implemented in a Mission mode supported by external agencies. These PMUs are now focused on the agenda of SBM-II. The Ministries own capacity in the longer term needs to be strengthened.
		Legislation	4.0	4.0		4.0	The program guidelines, monitoring manuals, MIS and other relevant documents are available online for public viewing. There are platforms like SuSana for active deliberations.
		Monitoring	3.2	3.2			Article 14 that is Right to life of the Constitutional of India encompasses right to water and sanitation.
		Planning	3.0	3.0		3.0	There are departments in Ministry responsible to support the delivery of water and sanitation services. These have guidelines at the national level, both for urban and rural settings.
		Regulation	2.7	2.7		2.5	There is no information on this in rural setting. For urban, certain ULBs have empaneled service providers, many ULBs provide these services on their own. There is no performance data on pit emptying. There are Service Level Benchmarks (SLB) for ULBs to monitor their performance on water and sanitation.
		Water Resource Management	2.0	2.0		2.5	Consultations with State govts and certain NGOs are done by the Ministry. Some of NGOs take this up with larger sector players through platforms like SuSana.
	Hygiene	Finance	0.0	0.0		2.0	Limited. The Right to Information Act is there, however there is hesitance to use this. Also, mechanisms like Social Audits are not used.
		Infrastructure development					The guidelines propose for water resources to be considered while planning sanitation infrastructure to avoid contamination. In SBM-II, there is emphasis on solid and liquid waste management.
		Infrastructure management					There are mechanisms in place for disposal of faecal matter in urban areas under the AMRUT programme. There were handwashing initiatives financed as a response to COVID-19 in 2020.
		Institutional	2.0	2.0		2.0	There is no specific service authority/provider for hygiene. The footsoldiers for health specifically for women and children (ASHA and Anganawadi workers) are responsible for basic hygiene messaging amongst various other tasks.
		Learning and Adaptation	1.0	1.0		2.0	The hygiene interventions have been a response to the COVID-19 pandemic. There is limited integration.
		Legislation	0.0	0.0			There is no policy or strategy on hygiene.
		Monitoring	0.0	0.0		2.0	There is no regular monitoring for hygiene.
		Planning	0.0	0.0		0.0	There have been one off large scale surveys (7th round of NSSO) for WASH which included hygiene. Other surveys like the District Level Health Survey and the Census capture handwashing facilities.
		Regulation					There is no planning for hygiene. The interventions in 2020 were fuelled by COVID-19.
		Water Resource Management					
WASH in extra-hh settings	Finance	2.5	2.5		2.5	Under SBM-II there was support towards CapEx for School Sanitation. The O&M and CapManEx continues to be a challenge for WASH in schools. The software interventions on WASH need to continue beyond the mission mode.	
	Infrastructure development						
	Infrastructure management						
	Institutional	4.0	4.0		1.0	There is no separate posts for WASH in School or in health care centres.	
	Learning and Adaptation	2.0	2.0		2.0	The School WASH learnings for schools are limited to the education/school dept for govt officials. NGOs integrate this with water and sanitation. There have been deliberations on the challenges in school WASH over years by the NGOs engaging govt officials.	
	Legislation	4.0	4.0		0.0	There is no separate policy or strategy for this. Under SBM there were the Swachh Vidyalaya (school WASH) guidelines.	
	Monitoring	2.5	2.5		0.0	There is annual monitoring of WASH facilities under the school/education dept. This is not linked to national or sanitation monitoring.	
	Planning	2.0	2.0		2.0	The main funder and implementer is the govt. There are certain agencies like UNICEF that influences the ministry based on the experiences of NGOs. Hence, this is limited.	
	Regulation						
	Water Resource Management						

District/State building blocks		India					
Country	Location	BB category	2017	2018	2019	2020	Narrative
India	Ganjam	Finance	2.0	2.0	2.4	3.1	There are mechanisms in place for disposal of faecal matter in urban areas under the AMRUT programme, NAC Chatrapur will be linked to Beherampur Municipality which has a newly constructed FSTP. There were handwashing initiatives financed as a response to COVID-19 in 2020.
		Infrastructure development	2.5	2.5	2.5	3.0	There is a list of sanitation facilities created as the HH level through SBM with the local officials and in the MIS for release of subsidies. Further large infrastructure is also listed for financial (audit) purposes. These listing do not capture the physical state of the asset.
		Infrastructure management	2.3	2.3		2.5	The list of assets does not capture the physical state and is not used for planning purposes.
		Institutional	2.3	2.3	2.7	2.3	There is no specific service authority/provider for hygiene. The footsoldiers for health specifically for women and children (ASHA and Anganawadi workers) are responsible for basic hygiene messaging amongst various other tasks.
		Learning and Adaptation	1.9	1.9		2.3	there is no specific hygiene department/staff. The line departments work fairly in isolation. The meetings with the District Magistrate are a platform for convergence, and depend based on the situation. As the time of crisis, like cyclones and most recently COVID-19, there has been some level of integration to respond to the crisis.
		Legislation	2.5	2.5		1.8	There is no policy or strategy on hygiene.
		Monitoring	2.4	2.4		2.0	At the district level, the District Level Health Survey and the Census capture handwashing facilities.
		Planning	2.4	2.4	2.7	2.7	There is no planning for hygiene. The interventions in 2020 were fuelled by COVID-19.
		Regulation	2.0	2.0		2.0	Limited. The Right to Information Act is there, however there is hesitance to use this. Also, mechanisms like Social Audits are not used.
		Water Resource Management	1.1	1.1		2.0	The sanitation programme has been driven by targets, with limited attention given in implementation with respect to the local conditions and vulnerabilities.



Country	Subsector	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative
QIS and BB Scoring	Mali	Mali					
		Not yet conducted					
Service levels	Mali						



SDI1	Percentage of primary and secondary schools with an improved source available at the school
SDI2	Percentage of hospitals, health centres, and clinics with an improved source on premises
SDI3	Percentage of schools with improved facilities, which are single-sex and usable at the school
SDI4	Percentage of hospitals, health centres, and clinics which have improved facilities are usable, separated for patients and staff, separated for women and providing menstrual hygiene facilities and meeting the needs of people with limited mobility
SDI5	Percentage of schools with hand washing facilities, which have water and soap available
SDI6	Percentage of hospitals, health centres, and clinics that have hand hygiene materials, either a basin with water and soap or alcohol hand rub, available at points of care and toilets
SDI7	Percentage of hospitals, health centres, and clinics with improved gender sanitation facilities on or near premises (at least one toilet for every 20 users at inpatient centres, at least four toilets – one each for staff, female, male, and child patients – at outpatient centres)

National QIS Scoring		Niger	
Country	Subsector	Description	2020
Niger	Water	IN1: Political and Financial commitment	83
		IN2: Strength Partnership	92
		IN4: Strength Service Delivery Models	100
		IN5: Strength capacities	83
		IN1: Political and Financial commitment	83
	Sanitation	IN2: Strength Partnership	92
		IN4: Strength Service Delivery Models	75
		IN5: Strength capacities	83
		IN1: Political and Financial commitment	92
		IN2: Strength Partnership	92
	Hygiene	IN4: Strength Service Delivery Models	100
		IN5: Strength capacities	83
		IN1: Political and Financial commitment	92
		IN2: Strength Partnership	92
		IN4: Strength Service Delivery Models	100
WASH in extra-hh setting	IN5: Strength capacities	83	
	IN1: Political and Financial commitment	83	
	IN2: Strength Partnership	92	
	IN4: Strength Service Delivery Models	100	
	IN5: Strength capacities	20	

Narrative

Comment: The highest national authorities are demonstrating political will and translating it into programs aligned with SDG6. The national executive and parliament are aware of the funding gap in the sector and the consequences this could cause. But they are not taking the necessary steps to close the financing gap, which is 3/4. In addition, the deterioration of the security and health context has led the highest State authorities to reduce the shares of the national budget devoted to other sectors to ensure the defense of the country and the management of the Covid 19.

Comment: The stakeholders in the sector have agreed on SDG6, accept and play their specific roles in the systems strengthening mission of Drinking Water Supply. However, some donors are members of the MCF/PROSEHA (Joint Financing Mechanism/PROSEHA).

Comment: The coordination tools (sector review, consultation frameworks, CNEA, Copil PROSEHA, Hydraulic and Sanitation Unit/PDES) of the sector bring together all the WASH actors who implement policies and strategies according to the agreed Sectoral Service Delivery Models (leasing contract in urban areas, delegation of the Public Water Service and agreement for the management of modern water points in rural areas), in terms of Drinking Water Supply.

Comment: The national actors jointly contribute to the capacity development plan for the mission of strengthening the Drinking Water Supply systems through the governance sub-program of PROSEHA. However, the deterioration of the security and health context has had a negative impact on capacity building activities.

Comment: The highest national authorities are demonstrating political will and translating it into programs aligned with SDG6. The national executive and parliament are aware of the funding gap in the sector and the consequences this could cause. But they are not taking the necessary steps to close the financing gap, which is 3/4. In addition, the deterioration of the security and health context has led the highest authorities of the State to reduce the shares of the national budget devoted to other sectors to ensure the defense of the country and the management of the Covid 19.

Comment: Sector actors have agreed on SDG6, accept and play their specific roles in the systems strengthening mission of Sanitation. However, some donors adhere to the MCF/PROSEHA.

Narrative: Sanitation service delivery models, aligned with SDG6, are defined but poorly adhered to by some nongovernmental actors.

Comment: The national actors jointly contribute to the capacity development plan for the mission of strengthening sanitation systems through the governance sub-program of PROSEHA. However, the deterioration of the security and health context has had a negative impact on capacity building activities.

Narrative: The highest national authorities demonstrate political will and translate it into programs aligned with the SDG6 which includes a hygiene component focused on behavior change. In addition, the management of Covid 19 has boosted the Hygiene sub-sector.

Comment: The sector actors have agreed on SDG6, accept and play their specific roles in the systems strengthening mission in the area of hygiene. However, some donors adhere to the MCF/PROSEHA.

Comment: WASH sector actors coordinate and harmonize the implementation of their hygiene policies with neighbouring sectors such as WRM, health and education according to agreed models.

Comment: National actors jointly contribute to the capacity development plan for the mission of strengthening hygiene systems through the PROSEHA governance sub-program. However, the deterioration of the security and health context has had a negative impact on capacity building activities.

Narrative: The highest national authorities demonstrate political will and translate it into programs aligned with the SDG6 that integrate WASH services in schools and health centers. In addition, the deterioration of the security and health context has led the highest state authorities to reduce the shares of the national budget allocated to other sectors to ensure the defense of the country and the management of the Covid 19.

Comment: sector stakeholders have agreed on SDG6. They accept and play their specific roles in the mission of strengthening WASH systems in schools and health centers. However, some donors adhere to MCF/PROSEHA.

Narrative: WASH actors coordinate and harmonize the implementation of their policies in schools and health centers with neighbouring sectors such as WRM, health and education and base their policies and implementation strategies on agreed sectoral Service Delivery Models in schools and health centers.

Comment: In the absence of capacity assessment and capacity building plans, national stakeholders are not mobilising sufficient resources for the task of strengthening WASH systems in schools and health centers. However, the HCFs and school management committees are carrying out some minor activities.

National building blocks		Niger		
Country	Subsector	BB category	2020	
Niger	Water	Finance	4.3	
		Infrastructure development	5.0	
		Infrastructure management	4.3	
		Institutional	4.0	
		Learning and Adaptation	4.4	
		Legislation	4.0	
		Monitoring	5.0	
		Planning	4.5	
		Regulation	5.0	
		Water Resource Management	5.0	
		Sanitation	Finance	3.6
			Infrastructure development	5.0
			Infrastructure management	2.4
			Institutional	4.5
			Learning and Adaptation	4.3
	Legislation		4.8	
	Monitoring		4.0	
	Planning		4.5	
	Regulation		4.5	
	Water Resource Management		5.0	
	Hygiene		Finance	2.0
			Institutional	4.0
			Learning and Adaptation	3.0
			Legislation	5.0
			Monitoring	2.0
		Planning	5.0	
		WASH in extra-hh settings	Finance	5.0
			Institutional	5.0
			Learning and Adaptation	4.5
			Legislation	2.0
Monitoring	5.0			
Planning	5.0			

Narrative

One of the attributions of a health center's management committee is to ensure and control the management of financial, material and drug resources and to guarantee the maintenance and sustainability of WASH facilities.

Roles and responsibilities are clearly defined within the organizational framework of the water utility and by component for each stage of the implementation of the National Hygiene and Sanitation Policy. The Management Committee (COGES) of a health center is responsible for, among other things, (i) participating in the development and implementation of the health center's micro plans; (ii) developing the health center's budget with the support of the local health facility; and (iii) ensuring and controlling the management of the health center's financial, material and drug resources.

Four sector learning platforms were identified in the study conducted by IRC in 2015. The State-TFP consultation framework for the sector meets every three months. An annual sector review has been organized since 2008 and brings together the State and TFPs. The National Health Information System (SNIS) provides information on WASH in the health centers. There is a Monitoring and Evaluation Information System for Water and Sanitation in Niger (SISEAN).

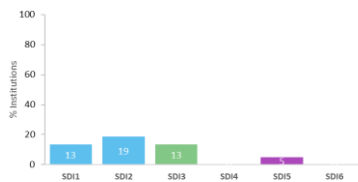
The National Institute of Statistics (INS) coordinates the activities of the National Statistical System and ensures the reliability and quality of statistical data. It constitutes a national archive of data. The monitoring system does not provide information on the status of the schools.

The Multi-Year Expenditure Programming Document (DPPD) estimates the resources needed to finance PROSEHA 2016-2030. The consultation frameworks (State-TFPs, State-NGOs, Annual Sector Review) aim, among other things, to facilitate the coordination of support from partners in the water and sanitation sector.

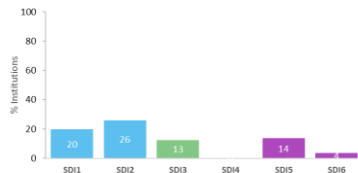
The general objective of PROSEHA is to ensure the availability and sustainable management of water and sanitation for all, including at the level of health centers. Two of the operational objectives of PROSEHA are (i) to ensure universal and equitable access to drinking water through the construction of works for the development of services for households, schools and health facilities; (ii) to improve sanitation and hygiene in health facilities. The legal framework includes the Water Code (and its implementing legislation) and the Public Hygiene Code.

Country	Subsector	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative
Service levels		Niger					

Institutions Makalondi-2020



Institutions Torodi-2020



SDI1	Percentage of primary and secondary schools with an improved source available at the school
SDI2	Percentage of hospitals, health centres and clinics with an improved source on premises
SDI3	Percentage of schools with improved facilities, which are single-sex and usable at the school
SDI4	Percentage of hospitals, health centres, and clinics which have improved facilities are usable, separated for patients and staff, separated for women and providing menstrual hygiene facilities and meeting the needs of people with limited mobility
SDI5	Percentage of schools with hand washing facilities, which have water and soap available
SDI6	Percentage of hospitals, health centres, and clinics that have hand hygiene materials, either a basin with water and soap or alcohol hand rub, available at points of care and toilets
SDI7	Percentage of hospitals, health centres, and clinics with improved gender sanitation facilities on or near premises (at least one toilet for every 20 users at inpatient centres, at least four toilets – one each for staff, female, male, and child patients – at outpatient centres)

National OIS Scoring

Uganda

Country	Subsector	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative
Uganda	Water	IN1: Political and Financial commitment	45	58	62	65	There is political and financial commitment towards sanitation and hygiene service provision for communities, schools and health care facilities, however limited government funding has been extended to the sub sector National partnerships are defined by the need to achieve the SDG6 targets. Public entities, private WASH providers and CSOs engage in sector events to contribute towards and track progress during the SPR, JSR and technical engagements. National partnerships are defined by the need to achieve the SDG6 targets. Public entities, private WASH providers and CSOs engage in sector events to contribute towards and track progress during the SPR, JSR and technical engagements. The national human resource capacities for WASH service provision exist and have the ability to deliver to SDG6 standards. There are annual capacity building programs to enable continued staff capacity improvements. There is political and financial commitment towards sanitation and hygiene service provision for communities, schools and health care facilities, however limited government funding has been extended to the sub sector. National partnerships are defined by the need to achieve the SDG6 targets. Public entities, private WASH providers and CSOs engage in sector events to contribute towards and track progress during the SPR, JSR and technical engagements. National partnerships are defined by the need to achieve the SDG6 targets. Public entities, private WASH providers and CSOs engage in sector events to contribute towards and track progress during the SPR, JSR and technical engagements. The national human resource capacities for WASH service provision exist and have the ability to deliver to SDG6 standards. There are annual capacity building programs to enable continued staff capacity improvements. There is political and financial commitment towards sanitation and hygiene service provision for communities, schools and health care facilities, however limited government funding has been extended to the sub sector. National partnerships are defined by the need to achieve the SDG6 targets. Public entities, private WASH providers and CSOs engage in sector events to contribute towards and track progress during the SPR, JSR and technical engagements. The development, launch and dissemination of the National O&M framework was coordinated and planned by MWE with financial and technical inputs from from partners like IRC, Unicef among others. It comprises of community based management system plus (professionalisation of old CBMS) and creation of new structures such as the water boards and area service providers. This model is yet to be rolled -out across the country to reduce down time and increase access to clean water. The national human resource capacities for WASH service provision exist and have the ability to deliver to SDG6 standards. There are annual capacity building programs to enable continued staff capacity improvements. There is political and financial commitment towards sanitation and hygiene service provision for communities, schools and health care facilities, however limited government funding has been extended to the sub sector. The development, launch and dissemination of the National O&M framework was coordinated and led by MWE with financial and technical inputs from from partners like IRC, Unicef among others. It comprises of community based management system plus (professionalisation of old CBMS) and creation of new structures such as the water boards and area service providers. This model is yet to be rolled -out across the country to reduce down time and increase access to clean water. The CLTS and household campaigns model is promoted in most rural communities to trigger sanitation and hygiene improvements The national human resource capacities for WASH service provision exist and have the ability to deliver to SDG6 standards. There are annual capacity building programs to enable continued staff capacity improvement
		IN2: Strength Partnership	60	60	60	65	
		IN4: Strength Service Delivery Models	50	42	50	65	
		IN5: Strength capacities	58	80	44	70	
		Sanitation	IN1: Political and Financial commitment	33	48	50	
	IN2: Strength Partnership		43	60	55	65	
	IN4: Strength Service Delivery Models		25	42	35	60	
	IN5: Strength capacities		50	80	35	70	
	Hygiene		IN1: Political and Financial commitment	33	33	35	
		IN2: Strength Partnership	33	33	60	65	
		IN4: Strength Service Delivery Models	25	25	25	60	
		IN5: Strength capacities	50	50	47	70	
		WASH in extra-hh settings	IN1: Political and Financial commitment	40	40	40	
	IN2: Strength Partnership		43	43	60		
	IN4: Strength Service Delivery Models		25	25	39	70	
IN5: Strength capacities	50		50	42	70		

District OIS Scoring

Uganda

Kabarole

Country	Location	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative
Uganda	Kabarole	ID1: Political and Financial commitment	33	63	55	75	The District WASH task team (DWT) comprises political and technical representatives who coordinate and plan for efforts towards the WASH master plan implementation. With this, there is increased needs based resource allocation in the District, water stressed locations like Kabende are prioritised for WASH infrastructure improvement. The Kabarole district WASH stakeholders undertake joint planning and coordination for WASH service improvements, through implementation of the WASH master plan. The HPMAs and WASH CSOs continue to support the local government realise the incremental improvement in WASH service coverage. Kabarole District technical and political leaders embraced the new national O&M framework during the regional dissemination in August 2020. The framework has redefined roles of the water boards (subcounty and district) and water user committees. Kabarole district boasts of a strong technical capacity of the district LG and WASH providers, built over time. However, limited government funding towards WASH service improvement has hampered delivery of WASH services
		ID2: Strength Partnership	61	73	50	78	
		ID4: Strength Service Delivery Models	40	62	71	80	
		ID5: Strength capacities	35	52	64	75	

Country	Subsector	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative	
National building blocks		Uganda						
Country	Subsector	BB category	2017	2018	2019	2020	Narrative	
Uganda	Water	Finance	1.4	1.4	2.4	3.5	The government of Uganda budget policy emphasises program-based management. The FY 2019/2020 sector budget was based on program budget framework ensuring that the sector plans and budgets are linked and focused on sector outcomes rather than outputs. The guiding factors for the budget were the sector development plan 2015-2020, the NRM manifesto 2016/2021. Pivotal to the challenge is inadequate 2019/2020 sector funding with approximately UGX 1,820.97 billion against an estimated annual requirement of UGX 5.10 trillion and increasingly to 10 trillion by 2030.	
		Infrastructure development	2.5	2.5	3.0			
		Infrastructure management	3.0	3.5	2.8			
		Institutional	4.8	4.8	4.0	3.8	While the central government staff meets the recommended staffing norm. The Water and sanitation sector guidelines for local governments, requires a fully-fledged Water Department to comprise 1 DWO with a minimum degree, plus 3 years' experience, 1 Senior Engineer/Senior water Officer, 1 Hygiene education/sanitation officer, 1 Assistant DWO mobilization 1 Technical Officer (minimum Diploma in water engineering) in each county and 1 Borehole maintenance supervisor. However, staff analysis show an average gap of 60% in DLG. Due to the staffing gap, staff in the water departments are not effective in meeting their responsibilities. The unfilled vacancies were mainly for District water Officers and water county officers	
		Learning and Adaptation	4.0	4.0	4.0			
		Legislation	4.0	4.0	4.3			
		Monitoring	3.5	3.5	3.0	3.5	MWE's policy and planning department coordinates monitoring & evaluation activities; and produce the quarterly and annual sector performance reports for planning and submission to the Office of the prime minister and ministry of finance, planning and economic development. In addition, routine monitoring is undertaken through updates to the Water Atlas. However there are challenges with validation of reports to ensure accurate reporting. Data from the Monitoring system feed into national planning and decision making. The data is equally used for assessing performance against national priorities in the NDP and vision 2040.	
		Planning	2.6	2.6	3.0	4.5	A sector planning framework exists and devolved from the public finance and management Act 2015 which spells out the processes of the government planning cycle. MWE sector planning is undertaken annually through number of processes including: the sector performance review, joint sector review with stakeholder consultation.	
		Regulation	3.0	3.0	3.7	4.0	A sector wide approach to planning, implementation, reporting and accountability was first adopted in 200. The Joint Sector Review (JSR) is held annually since 2008, during which several undertakings for the subsequent year are formulated and agreed by stakeholders ranging from the civil society representatives, private WASH providers, DP representatives and technocrats. The Civil Society Budget Advocacy Group (CSBAG) engages in sector budget performance monitoring and makes recommendations as appropriate.	
		Water Resource Management	4.0	4.0	4.0			
	Sanitation	Finance	1.8	1.3	1.8	3.5	The FY 2019/2020 sector budget was based on program budget framework ensuring that the sector plans and budgets are linked and focused on sector outcomes rather than outputs. The guiding factors for the budget were the sector development plan 2015-2020, the NRM manifesto 2016/2021. Pivotal to the challenge is inadequate 2019/2020 sector funding with approximately UGX 1,820.97 billion against an estimated annual requirement of UGX 5.10 trillion and increasingly to 10 trillion by 2030.	
		Infrastructure development	2.3	2.3	1.8			
		Infrastructure management	3.3	3.3	2.0			
		Institutional	3.8	3.8	3.3	3.5	Staffing requirements for the respective departments are well defined. However staffing gaps exist.	
		Learning and Adaptation	2.3	2.0	2.0			
		Legislation	4.3	4.0	3.8	4.3	The Improved Sanitation and Hygiene (ISH) financing strategy -2030 was developed to guide the promotion of hygiene and sanitation.	
		Monitoring	3.2	2.2	2.6	3.5	A national monitoring framework is in place covers all sub sectors including sanitation under the line ministries (MOH & MWE). The MWE has made efforts to coordinate the operations of sanitation management in the towns, municipalities and cities.	
		Planning	2.2	2.2	2.6	4.5	The Policy and Planning Department of MWE coordinates sector planning and budgeting and, upon completion of the annual budget and plans, submits them to the Water and Environment Sector Working Group (WESWG) for approval before onward submission to Parliament through the Ministry of Finance. Stakeholders are consulted during the planning during the JTR and JSR.	
		Regulation	2.0	2.0	2.0	4.0	A sector wide approach to planning, implementation, reporting and accountability was first adopted in 200. The Joint Sector Review (JSR) is held annually since 2008, during which several undertakings for the subsequent year are formulated and agreed by stakeholders ranging from the civil society representatives, private WASH providers, DP representatives and technocrats. The Civil Society Budget Advocacy Group (CSBAG) engages in sector budget performance monitoring and makes recommendations as appropriate.	
		Water Resource Management	2.0	3.0	3.0			
	Hygiene	Finance	2.0	2.0				
		Infrastructure development	2.0	2.0				
		Infrastructure management						
Institutional		2.0	2.0		3.5	Staffing requirements for the respective departments are well defined. However staffing gaps exist.		
Learning and Adaptation		2.0	2.0					
Legislation		4.0	4.0					
Monitoring		2.0	2.0		3.5	A national monitoring framework is in place covers all sub sectors including sanitation under the line ministries (MOH & MWE). The MWE has made efforts to coordinate the operations of sanitation management in the towns, municipalities and cities.		
Planning		3.0	3.0		3.8	The Policy and Planning Department of MWE coordinates sector planning and budgeting and, upon completion of the annual budget and plans, submits them to the Water and Environment Sector Working Group (WESWG) for approval before onward submission to Parliament through the Ministry of Finance. Stakeholders are consulted during the planning during the JTR and JSR. The national sanitation and hygiene working group involves coordination of the line ministries of Health, Water and environment and education to address sanitation issues in schools and HCF, the group does quarterly reflections.		
Regulation								
Water Resource Management								
WASH in extra-hh settings								
Finance	3.0	3.0						
Infrastructure development								
Infrastructure management								
Water	Institutional							
District building blocks	Uganda							
	Country	Subsector	BB category	2017	2018	2019	2020	Narrative
	Uganda	Water	Finance	2.0	2.7	2.8	3.2	There are defined mechanisms relating to installation and operation of self supply systems and public facilities. The funds for public systems are received in time. The LG has not returned any money to the central government. However there is no basis to reliable determine the absorption capacity, because of lack of a district WASH report.
			Infrastructure development	2.3	2.7	3.0	3.7	Project delivery models and procurement procedures are followed. However there are lapses in standards/PPDA standards are in place, but their operationalisation is weak.
			Infrastructure management	2.0	2.0	2.8	3.4	Asset records are available but scattered in different reports as opposed to a single inventory. Contracts are awarded and the financial incentives provided. However the DLG only undertakes rehabilitation works.
			Institutional	2.3	3.0	2.3	3.8	General staffing in the DWO is strong. DWO is well staffed at all levels. According to the structure, it is filled 100%. But the CDO and Health Assistant are not permanent water staff. They are only seconded to the DWO. Ideally, the DWO should have its own permanent staff.
			Learning and Adaptation	3.0	3.2	3.6	4.8	The deliberations are documented and shared. Records of the deliberations are recorded as minutes and action points which are forwarded to the District Executive, then to the District Council for approval and feedback. The DWT produces action points
			Legislation	2.3	4.0	2.0	3.5	Kabarole has a strong legislation and the District Council is very supportive in the formulation of policies and implementation of legislations. In particular, the district chairperson is a committed advocate for WASH. There is a 10-year WASH master plan which was endorsed and passed by the District Council. There are also numerous council resolutions e.g. on enforcement of user fees. However some of the legislation has not been implemented.
			Monitoring	3.0	2.8	3.0	4.0	The national monitoring system is in place, there is also monitoring done by the CAO and councilors to determine whether the projects are implemented as planned and progressing as expected.
			Planning	4.0	4.0	3.2	4.1	The DLGs follows a bottom-up planning process in planning what and where to invest. But the effectiveness varies from sub-county to sub-county. Priorities come from the sub-counties and are then forwarded to district budget conference. Different stakeholders bring their priorities for consideration and the unfunded priorities can be taken care of. The DWSC reviews priorities from time to time. The district chairperson plays a proactive role by reaching out to development partners to provide resources for the unfunded priorities and through joint ventures, for example, with NWSC, IRC, and other development partners.
Regulation			3.0	3.0		4.1	Tariff regulations are in place for public stand pipes and the schemes. While private operators are not regulated. Platforms such as the budget conferences, barazas organised by the Rwenzori anti-corruption coalition, the media and District council meeting to enable community consultations are in place.	

Country	Subsector	Description	2017	2018	2019	2020	Narrative	
Uganda	Water	Water Resource Management	2.5	2.6		3.0	These factors are considered by the technical planning committee, such as which area is water-stressed and how best to get water to the community cheaply. Yet even when technical considerations are being weighed, technocrats take into account the promises of politicians and the commitments of the government in power. Technical decision making is subject to political considerations. What would be ideal is that the technical assessment should guide the executive. Evidence-based decision making is a challenge. However, this is becoming less of a problem because water source distribution is improving. So there is less pressure to undermine technical decisions	
		Finance	1.5	1.5		3.9	The framework for sanitation funding is in place. The sanitation grant that districts get quarterly can only support activities in 2 villages per subcounty. The district has the capacity for budget absorption but red tap is a problem. Funds are often received towards end of the quarter for which activities are planned.	
		Sanitation	Infrastructure development	2.3	3.0	3.0	2.8	Procurement manuals and procedures exist and implement in some instances. Mechanisms for due diligence and regulation are in principal but seldom followed in practice.
			Infrastructure management	1.5	1.5	1.0	2.9	Asset ownership is well defined and there are prerequisites to follow hardware. A clear label with details of funder and ownership is provided. An inventory of WASH assets is not routinely updated. O&M of WASH assets has not got attention needed, with the district focused on construction of new facilities. The HPMA's are not prioritised during contracting to undertake O&M.
		Institutional	3.1	2.8	2.0	3.3	Institutional setup is well defined with clear mandates. The relevant duty bearers know their roles. The DWO has limited extension staff faced with great service need in the subcounties. Coordination of WASH stakeholders (private providers) is still a challenge.	
		Learning and Adaptation	2.8	3.3	3.5	4.0	The situation has improved tremendously. Today reports are prepared and shared promptly, typically within a week or two of a meeting, unlike in the past when they either took far too long to be circulated or were never shared at all.	
		Legislation	1.7	2.2	1.3	2.9	Necessary by-laws and ordinances are in place, there is broad awareness of the national legislation such as the public health act, the Local Government act and policies issued by MWE. But enforcement is poor and insufficient. Political inference undermines these laws.	
		Monitoring	2.3	2.1	2.0	3.3	There are gaps in sanitation data availability. The data is spread for community, schools and health facilities. There is need for more coordination	
		Planning	3.0	2.7	0.0	4.0	District WASH targets are derived and aligned with the national targets, with the District investment plan as the roadmap. The plans do consider equity- the DWO and CDOs always highlight elements of equity as implementers plan their interventions in the communities.	
		Regulation	1.5	1.5		4.0	Sanitation committees exist but on a voluntary basis. They hold service providers accountable and sometimes report as work is going on, including sharing information about project during radio programs on community development. It is through such outreach that issues are raised to create public awareness of what is going on.	
	Water Resource Management	2.0	1.8		4.0	These issues are taken into account in most cases. For instance, rapid environmental impact assessments are done. Impacts on receiving water bodies are also taken into account. For example, there is a requirement that toilets must be environmentally friendly. Karungu sub-county, where most of the water for Kabarole comes from, has a high water table that discourages construction of toilets. Eco-Sans have been promoted in this area, otherwise people would not afford construction in situations where toilet standards could even cost more than houses. IRC has been very supportive through sensitisation that has complemented enforcement of standards by the sub-county authorities		
	Hygiene	Finance	1.0	1.0		3.5	Financing for sanitation is provided under the primary health care non-wage or conditional grants by the district. The sanitation grant funds communities but not health facilities. Funding for sanitation in HCFs is mostly provided by development partners.	
		Infrastructure development						
		Infrastructure management						
		Institutional	1.0	1.0		3.3	Hygiene by-laws do exist but are rarely followed. Environmental protection still operate within the NEMA Act and Public Health Act. In general, local by-laws are not respected. Even the enforcers are not vigilant. Hygiene tends to be ignored by focusing on sanitation. The two need to be separated to ensure sufficient focus on hygiene in terms of time and resource allocation.	
		Learning and Adaptation	4.0	4.0		3.8	The district learning platforms such as the district water and sanitation coordination meeting are functional and comprise member from Education and health departments, though hampered by funding. The learning component is mostly facilitated by IRC and other WASH CSOs in the District. The district has a limited budget for learning	
		Legislation				4.0	The district learning platforms such as the district water and sanitation coordination meeting are functional, though hampered by funding. The learning component is mostly facilitated by IRC and other WASH CSOs in the District. The district has a limited budget for learning.	
		Monitoring				4.0	The monitoring systems are in use. For instance, the mandate of TSU6/RWSRC6 is to ensure that national guidelines are followed. It provides support to ensure that national guidelines are understood and operationalized.	
		Planning	1.0	1.0		4.0	National planning and coordination mechanism exist and is aligned with the sanitation activities in the district. For instance, when a water source is handed over, there has to be a management structure to oversee it. There is always a budget line for capacity building such as training sanitation committees to manage sanitation in their localities. The primary mechanisms used for sanitation provision are CLTS+ (which includes marketing) and home improvement campaign.	
		Regulation						
Water Resource Management								
WASH in extra-hh setting	Finance	2.0	2.0		3.0	At district level, there is no budget specially earmarked for school WASH. Instead, school WASH is budgeted for under the district water and environment budget. The water engineer prepares the budget for school WASH including work plans with provisions for schools. The plans include provisions for special needs children. According to the set standards, latrines must have stances for special needs children which are fitted with ramps. There must also be washrooms and changing rooms with water for girls. Senior teachers are trained in how to handle girls' issues and needs. This training is done once a year but needs to be more frequent. The challenge is that the budget for WASH in schools is limited but supplemented by resources contributed by development partners and parents		
	Infrastructure development							
	Infrastructure management							
	Institutional	3.0	3.0		3.5	At least 90% of all school positions are filled. Only about 10% are vacant. The DEO and the Inspector of Schools do monitor the learning and school environments in terms of sanitation and hygiene facilities. While district HCF staffing, according to the structure, stands at about 50% with wide variations among HCFs. For example, staffing levels at Kataraka HC IV and Bukuku HC IV are far below the average.		
	Learning and Adaptation	2.0	2.0		3.5	Monthly meetings are held of all departments chaired by the CAO. Each department presents its report. The DLG takes a multi-sectoral approach to school WASH under which the DEO participates in joint learning activities through joint supervision. Politicians go on radio to sensitise the public about WASH in schools and the community at large. Committee resolutions go to council and are then passed for adoption		
	Legislation				3.5	Kabarole has a strong legislation and the District Council is very supportive in the formulation of policies and implementation of legislations. In particular, the district chairperson is a committed advocate for WASH. There is a 10-year WASH master plan which was endorsed and passed by the District Council. There are also numerous council resolutions e.g. on enforcement of user fees. However some of the legislation has not been implemented.		
	Monitoring	2.0	2.0		3.0	The monitoring system applies across the district departments. The MWE provides the WASH reporting template to follow that covers all levels from district to household. While education department collects WASH data using the Education Management Information system (EMIS). Recently the DLG shared a report on environmental sanitation in the district including at HCFs. However, lack of transport makes it difficult for staff to go to visit HCFs to check the state of affairs on the ground		
	Planning	1.5	1.5		3.8	WASH targets do exist for schools and health facilities. For the health department, IPC measures for placing handwashing facilities in appropriate places such as entrance, toilets, and laboratories are in place. Staff are monitored and required to use PPE at all times, to wash their hands at appropriate moments, and to dispose of waste properly. For instance, Baylor provided waste bins that are colour-coded to facilitate proper management of medical waste. The DLG is also working to provide drinking water in health facilities. IRC is currently making provision for tanks to improve safe water access, something the government has no plans to fund. HCF staff do receive lots of capacity building supported by development partners. The Education department however uses the MOES benchmarks for national targets when planning. Schools do report on WASH/sanitation indicators such as the stance-pupil ratio and whether there are separate sanitation facilities for boys, girls, and teachers. There is also substantial support supervision of HCF, and education staff provided by the DLG		
	Regulation							
	Water Resource Management							

Service levels

Uganda

